



Revue de presse « Défense »

(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues. Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>



Date : 2 janvier 2020

Prochaine diffusion le mardi 7 janvier 2020

Sommaire des articles proposés

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
 - *En dépit des retards, l'armée de terre a reçu in extremis ses 92 véhicules GRIFFON prévus en 2019*
 - *Pour ses vœux, le chef d'état-major de l'armée de terre fait l'éloge de la combativité*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
 - *La Corée du Nord annonce la fin de son moratoire sur les essais nucléaires*
 - *Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2019*
 - *Faut-il se préparer à la fin de l'OTAN ?*
- 3) Armements - Industries - Économie :
 - *Socarenam dévoile les futurs patrouilleurs d'outre-mer*
 - *La Silicon Valley iranienne tente de survivre en dépit des sanctions*
 - *Véhicules connectés : Bosch veut adapter les capteurs Lifar à une production de masse*
 - *Les forces allemandes ont de gros soucis avec la disponibilité de leurs hélicoptères*
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
 - *Message aux armées du général François Lecointre – vœux aux armées*

- 5) Zones de conflits :
 - *Irak : la milice Hachd al-Chaabi, maillon de la chaîne iranienne dans la région*
 - *Un total de 149 Palestiniens tués par des tirs israéliens en 2019*
 - *Les manifestants se sont retirés du secteur de l'ambassade américaine de Bagdad*
 - *« Le terrorisme sahélien entre global et local »*
- 6) Renseignements et menaces :
 - *La Grèce est-elle en train de devenir une colonie chinoise ?*
 - *La poussiéreuse Beer-Sheva veut devenir la capitale israélienne de la cybersécurité*
 - *Etats-Unis : 2020, une année à quitter ou double pour Donald Trump*
 - *L'état-major taiwanais décimé dans un accident d'hélicoptère*
- 7) Sécurité intérieure :
 - *Violences urbaines : ce vieux fléau du nouvel an*
- 8) Énergie environnement climat :
 - *Des villes entières évacuées avant un nouveau pic de chaleur en Australie, ravagée par les incendies*
 - *Le pétrole hésite après quatre semaines de hausse*
 - *Le projet de gazoduc Maroc-Nigéria au cœur d'une lutte informationnelle*
- 9) Géopolitique de la culture :
 - *Carlos Ghosn avait plus d'un passeport dans son sac*
 - *Les avertissements de la Russie au reste du monde pour 2020*
- 10) Géopolitique de l'information :
 - *Google mise sur l'IA pour lutter contre le cancer du sein*
 - *IA : Séoul se dote de caméras détectant les crimes avant qu'ils ne soient commis*
 - *5G : les autorités lancent officiellement l'appel d'offres*
 - *Microsoft démantèle un réseau de Hackers nord-coréens*
 - *Orange presse l'Arcep d'accélérer la fin du cuivre*
- 11) Jour après Jour : 2 janvier 2020
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :
 - *Allies join Space Force for multinational collaboration*
 - *Indonesia negotiating launch of Isr Undigenous Astronaut wuth Russia's Roscosmos*
 - *India targets new moon mission in 2020*
 - *Indian Navy bans use of smartphones, social media at naval bases, warships*
 - *Ominous IMO 2020 signs for ocean shipping spot rates*
 - *Indonesia Protests Beijing's Alleged Encroachments Around Natura Islands*
- 13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

□ □ THEME 1 - 1 : En dépit des retards, l'armée de terre a reçu in extremis ses 92 véhicules GRIFFON prévus en 2019

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date 2 janvier 2020

Auteurs : Michel Cabirol

Adressé par Jean-Claude Tourneur

"Les 92 véhicules blindés Griffon seront bien livrés en 2019 à l'armée de Terre. Comme prévu", avait dévoilé lundi dans un tweet la ministre des Armées, Florence Parly. En dépit des incertitudes, le GME (Groupement momentané d'Entreprises) EBMR (Engins blindés multirôles), qui a livré le dernier véhicule de 25 tonnes avant la fin de l'année, a relevé avec succès le pari de livrer les 92 Griffon attendus par l'armée de Terre en 2019. Composé de Nexter, Arquus et Thales, le GME a effectivement reçu le 24 décembre le procès-verbal de constatation du 92ème Griffon de la part du service qualité de la Direction générale de l'armement (DGA), a confirmé un communiqué du GME publié mardi. Dès début juillet 2019, un premier lot de six véhicules était remis à l'armée de Terre par la DGA en présence de Florence Parly. *"Le fait que le Griffon VTT (véhicule de transport de troupes) ait été qualifié et livré montre que les difficultés que nous avons pu rencontrer ont été surmontées",* avait affirmé en juillet dernier à l'Assemblée nationale le Délégué général pour l'armement (DGA), Joël Barre. La production des 92 Griffon a donc été effectuée et qualifiée en six mois, ce qui constitue *"une véritable performance industrielle"*, a estimé le GME. L'arrivée du Griffon s'accompagne d'un nouveau système d'information (SICS) et d'entraînement (SPO) qui doit permettre un combat collaboratif, grâce à l'interopérabilité des matériels entre eux (Scorpion).

Quelles difficultés

Pour surmonter les difficultés, un trilogue renforcé entre l'armée de Terre, la DGA et les industriels a permis de préserver les calendriers de livraisons, notamment les 92 Griffon en 2019. Selon le rapporteur pour avis, Thomas Gassilloud, le premier Griffon est toutefois arrivé avec quatre mois de retard au 1er régiment de chasseurs d'Afrique, à Canjuers, où aura lieu la formation des formateurs sur les nouveaux matériels. Thales, qui apporte à bord des véhicules l'ensemble des technologies permettant la valorisation des données et des informations pour l'engagement collaboratif des plateformes, a quelque peu sous-estimé le logiciel du Griffon. Le groupe d'électronique était en charge de la vétronique commune embarquée, qui s'appuie sur des calculateurs et fait le lien entre tous les systèmes de navigation, de protection, d'observation et de communication. Selon une source proche du dossier, Thales a mal dimensionné au départ *"la taille des tuyaux"*, qui n'étaient pas capables d'absorber tous les flux de données arrivant de tous les senseurs. *"Le tuyau était trop petit, donc quand les différents flux arrivent, l'ordinateur de bord bugue"*, explique-t-on à La Tribune. Résultat, le véhicule blindé roule mais sans son système d'armes. Le Griffon a donc eu *"un problème de programmation de logiciel"*, précise-t-on. Pourtant, un des métiers de base de Thales, qui a dû complètement re-designer le logiciel et réécrire une bonne partie du code du système embarqué du Griffon. Ce qui provoqué des tensions entre le groupe et le

ministère des Armées. En outre, l'industriel a rencontré des difficultés à mettre au point l'interface entre sa radio logicielle Contact et les SICS, développés par Atos.

128 Griffon livrés en 2020

Au total, le programme Scorpion prévoit une livraison de 1.872 véhicules Griffon à l'armée de Terre, dont 936 d'ici à 2025, ainsi que les moyens de soutien logistique associés. En 2020, 128 véhicules Griffon doivent être livrés, 716 entre 2021 et 2025, et, enfin 936 après 2025. S'agissant des commandes, le ministère des Armées, qui a déjà commandé 339, a prévu de lancer une nouvelle commande de 271 véhicules blindés en 2020, puis 606 entre 2021 et 2025, et, enfin, 936 après 2025.

□ □ THEME 1 - 2 : Pour ses vœux, le chef d'état-major de l'armée de terre fait l'éloge de la combativité

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date 2 janvier 2020

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

L'an passé, le général Jean-Pierre Bosser, alors chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], avait mis « l'esprit guerrier » au premier rang de ses préoccupations. « Du caporal au général, par tous et pour tous, [c'est] une action qui vise à combiner à la fois rusticité, dit autrement, 'aguerrissement', haute technologie et traditions militaires », avait-il expliqué. L'esprit guerrier suppose de la combativité. Et c'est surtout sur cet aspect que le général Thierry Burkhard, qui a succédé au général Bosser en juillet 2019, a insisté lors de ses vœux pour 2020, qui sera une « année de défis et d'opportunités » pour l'armée de Terre. « Je souhaite à chacun d'entre-vous d'être combatif, de toujours conserver cet enthousiasme et cette énergie qui nous permettent de nous dépasser et de donner le meilleur de nous-mêmes », a affirmé le CEMAT aux militaires de l'armée de Terre, depuis la cour des Invalides. « Soyons combattifs à l'entraînement comme en opération. La mission est sacrée. Ayons la volonté de tout mettre en oeuvre pour la réaliser. Montrons l'exemple! », a enchaîné le général Burkhard. Mais pour ce dernier, cette combativité ne doit pas seulement s'exprimer sur le terrain. « Soyons combattifs dans le service courant. Ne choisissons pas la voie de la facilité mais celle de l'excellence, celle qui nous tire vers le haut », a-t-il continué. « Soyons aussi combattifs dans notre vie personnelle », a poursuivi le CEMAT. « Dépassons nous en toute circonstance, allons jusqu'au bout de nos projets et ne baissons jamais les bras dans la difficulté », a-t-il dit. En conclusion, le général Burkhard a rappelé le rôle du soldat et le sens de son engagement. « En 2020, apportons plus de justice et de paix dans le monde qui nous entoure, » a-t-il lancé. Pour rappel, le général Burkhard met actuellement la dernière touche à un nouveau plan stratégique pour l'armée de Terre afin de tirer « les conséquences de l'évolution de la conflictualité dans le milieu terrestre » car, avait-il expliquer aux parlementaires, « nous devons être prêts à nous engager en permanence et sans préavis dans des conflits plus durs. » Ce nouveau plan visera notamment à élever le niveau d'exigence de la préparation opérationnelle et à faire en sorte de disposer des « moyens matériels nécessaires et suffisants » pour être en mesure de surclasser un adversaire symétrique.

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

□ □ THEME 2 - 1 : La Corée du Nord annonce la fin de son moratoire sur les essais nucléaires

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date 2 janvier 2020

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Le leader nord-coréen Kim Jong Un a annoncé la fin du moratoire sur les essais nucléaires et sur les essais de missiles balistiques intercontinentaux que Pyongyang observait, a rapporté mercredi l'agence d'Etat nord-coréenne KCNA reçue à Séoul. "Nous n'avons aucune raison de continuer à être liés unilatéralement par cet engagement", a indiqué KCNA, rapportant des propos de Kim aux dignitaires de son parti au pouvoir. "Le monde va découvrir dans un proche avenir une nouvelle arme stratégique que détient la Corée du Nord". Kim avait déclaré en 2018 que la Corée du nord n'avait plus besoin d'essais nucléaires et d'essais de missiles balistiques intercontinentaux. Ses déclarations de mercredi semblent infirmer la diplomatie nucléaire des deux dernières années, le président américain Donald Trump évoquant régulièrement la "promesse" que lui aurait faite le leader nord-coréen. "Nous avons bien signé un contrat qui parle de dénucléarisation. C'était la phrase numéro un, cela a été fait à Singapour. Je pense que c'est un homme de parole", a réaffirmé mardi Donald Trump, faisant référence au premier sommet historique entre les deux dirigeants à Singapour en 2018. Mais les pourparlers entre les deux capitales semblent dans une impasse depuis l'échec d'un sommet Kim-Trump à Hanoï en février. Devant le comité central de son Parti des travailleurs, Kim a indiqué clairement que la Corée du Nord était prête à continuer à vivre sous un régime de sanctions internationales pour préserver sa capacité nucléaire. "Les Etats-Unis forment des exigences contraires aux intérêts fondamentaux de notre Etat et adoptent un comportement de voyou", a-t-il dit, cité par KCNA. Washington a "conduit des dizaines d'exercices militaires conjoints (avec la Corée du Sud) que le président (Donald Trump) avait personnellement promis d'arrêter", a envoyé au Sud de l'équipement militaire de haute technologie et a renforcé les sanctions contre le Nord, a-t-il ajouté. "Nous ne vendrons jamais notre dignité", a-t-il assuré, promettant une action "sidérante pour faire payer (aux Etats-Unis) le prix de la douleur subie par notre peuple".

□ □ THEME 2 - 2 : Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2019

Source, journal ou site Internet : diplomweb

Date : 1^{er} janvier 2020

Auteur : Axelle Degans*

Adressé par André Dulou

*Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

•
Avec nos meilleurs vœux pour 2020, voici une synthèse de l'actualité internationale de décembre 2019 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité HGGSP voire préparent un concours. Pour ne rien manquer,

et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire ou au compte twitter de veille géopolitique @diploweb (14 000 followers)

Le sort des urnes

Au Royaume Uni, le Premier ministre Boris Johnson a convoqué en décembre 2019 des élections anticipées face à l'impasse parlementaire concernant un Brexit repoussé à la fin du mois de janvier 2020. Les Remainers (pro-UE) sont persuadés que le referendum de juin 2016 a été remporté par les Brexiters (pour un départ de l'UE) sur un défaut d'information voire un malentendu, bref qu'il est une profonde erreur. Erreur qui pourrait être corrigée soit par la tenue d'un nouveau referendum soit par des élections qui verraient la défaite du camp du premier ministre. C'est pourtant ce que vient d'infirmier le nouveau scrutin de décembre 2019 qui donne à Boris Johnson une plus large majorité au Parlement. Les conséquences sont tout aussi importantes que nombreuses. C'est un désaveu personnel pour le leader travailliste Jeremy Corbyn et le courant qu'il anime dans le Labour Party qui sort affaibli de cette élection ; des bastions travaillistes ont voté conservateur, les travaillistes ont perdu 59 sièges. Chez les Tories, c'est la plus large victoire électorale depuis 1987 car ils remportent 365 des 650 sièges ; mais le courant modéré perd du terrain. En outre, ces élections, qui confirment le désir des Britanniques de sortir de l'Union européenne, renforcent les nationalistes écossais proposant de sortir du Royaume Uni pour entrer dans l'Union européenne. Un jeu politique complexe et dangereux. En Algérie, les élections présidentielles se sont tenues le 12 décembre 2019 après le retrait, sous la pression populaire, de la candidature du président sortant Abdelaziz Bouteflika au printemps 2019, et 42 semaines de protestation populaires. Le scrutin s'est tenu dans un climat de fortes tensions, en particulier en Kabylie et à Alger. L'abstention a été massive (presque les deux-tiers du corps électoral) en raison d'un manque de pluralité des candidats qui sont tous proches du pouvoir et adoués par l'homme fort d'Alger, le général Gaïd Salah. Le président français a déclaré qu'il « prend note » du résultat de ces élections gagnée par Abdelmadjid Tebboune (74 ans) avec officiellement plus de 58% des suffrages exprimés, visiblement un « président sans peuple », dont la légitimité fait défaut avant même d'exercer son mandat. Les manifestations populaires, l'Hirak, continuent. La mort brutale du général Gaïd Salah, juste après l'intronisation du nouveau chef d'État Abdelmadjid Tebboune fera peut-être évoluer la donne.

Toujours la violence...

Un nouvel attentat djihadiste a été perpétré en décembre 2019 en plein cœur de Londres. A Mogadiscio, un attentat à la voiture piégée a fait près de 80 morts et des centaines de blessés en décembre 2019. Le Burkina Faso est encore en décembre 2019 le théâtre de terribles attaques djihadistes qui ont fait plusieurs dizaines de victimes, civiles et militaires, dans la partie septentrionale du pays. Ce pays du Sahel est, après le Mali et récemment le Niger, celui qui est le plus touché par les attentats djihadistes. Ces morts se produisent peu de temps après celle des treize soldats au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane. Ces attaques sont de mieux en mieux organisées, le pouvoir de nuisance des djihadistes va crescendo. Ces derniers prospèrent sur l'échec du développement de la région, la faiblesse des États, la corruption endémique, une croissance démographique très soutenue et se conjugue avec le développement du crime organisé (trafic d'êtres humains, drogue, armes...). En Syrie, le gouvernement mène en décembre 2019 une offensive sur Idlib pour reconquérir ce territoire aux mains des djihadistes, notamment Hayat Tahrir Al-Cham, et des rebelles. Cette offensive, soutenue par l'aviation russe, a provoqué la fuite de plus de 230 000 personnes.

Des temps difficiles...

La COP 25 réunie à Madrid en décembre 2019 n'est pas le succès escompté. La neutralité carbone est compliquée à mettre en place. L'effort financier des pays du Nord pour aider les pays du Sud à lutter contre le réchauffement climatique n'est pas moins aisé à mettre en place dans des pays faisant face à des situations financières tendues et au moment où les tensions sociales s'avivent. Les pays insulaires et archipélagiques réclament des efforts plus importants et plus rapides. La nouvelle Commission européenne annonce, elle, un plan de 1 000 milliards d'euros sur dix ans pour faire face au réchauffement climatique et évoluer vers une neutralité carbone. Un chemin que peu de pays, hors UE, sont peu ou prou enclins à emprunter. Ursula von der Leyen, nouvelle présidente de la Commission, présente ce « pacte vert » comme la « nouvelle stratégie de croissance de l'Europe ». L'un des enjeux est justement que l'Europe communautaire ne se pénalise pas économiquement, alors que les principales économies et les pays émergents refusent toute mesure qui pourrait ralentir leur croissance et qu'elle représente moins de 10% des émissions de carbone à l'échelle de la planète. Ang San Suu Kyi, à la tête de La Birmanie démocratique, passe en décembre 2019 en audition à la Cour internationale de justice, sise à La Haye, concernant les massacres perpétrés à l'encontre de la minorité musulmane des Rohingyas. Le régime est soupçonné de génocide, et l'ancien prix Nobel de la paix défend les agissements de son armée. Evo Morales, ancien président de Bolivie, a obtenu le statut de réfugié politique en Argentine. Alberto Fernandez annonce en décembre 2019 que l'Argentine est en « défaut virtuel » de paiement. Ce pays a déjà fait défaut en 2001 et connaît, depuis, deux décennies difficiles. Après la fermeture économique du pays sous les présidences Kirchner, la restructuration de la dette avec le président Mauricio Macri qui a permis au pays de chercher de l'argent sur les marchés financiers, l'Argentine ploie de nouveau sous la contrainte financière, et le prêt accordé par le FMI ne change pas la donne. Elle est entrée en récession en 2019, le nouveau président cherche à restructurer une dette qui représente 90% du PIB, tout en augmentant les impôts sur les classes moyennes pour accroître les recettes du budget. Face à une démographie dépressive depuis près de cinq décennies, (au moins pour sa partie occidentale) l'Allemagne a déjà fait appel à plusieurs reprises à l'immigration pour compenser le différentiel entre la génération qui part en retraite et celle qui arrive sur le marché du travail. Berlin a même fait évoluer le droit allemand car la nationalité reposait en grande partie sur le droit du sang. La chancelière Angela Merkel envisage de sécuriser les besoins en main d'œuvre qualifiée de l'économie allemande. Il s'agit donc d'un enjeu de sécurité économique, mais aussi sociétal car la maîtrise de la langue allemande est un prérequis indispensable. Les États-Unis s'apprentent, pour la troisième fois de leur histoire (après Andrew Jackson en 1868 et Bill Clinton en 1998) à lancer en décembre 2019 une procédure d'impeachment contre un président en exercice. Donald Trump est accusé d'abus de pouvoir et d'obstruction. Il s'agit à l'évidence d'une tactique purement politique à moins d'un an des élections présidentielles américaines pour déstabiliser le camp républicain en décrédibilisant le président sortant candidat à sa réélection car le Sénat est à majorité républicaine, il n'a donc pas réellement intérêt à appuyer cette mesure. Il n'en reste pas moins que cela peut fragiliser l'exécutif américain au niveau international.

Une Union européenne déchirée ?

La victoire des Tories de Boris Johnson met davantage le Brexit sur les rails. Il devrait s'opérer au soir du 31 janvier 2020, une période transitoire devrait s'étaler jusqu'à la fin de l'année 2020, le temps de fixer les modalités des nouvelles relations entre Londres et l'Union européenne à 27. Cela fait trente ans que la Roumanie s'est défait de la dictature de Nicolae et Elena Ceausescu. Cette « démocratie populaire » était tenue d'une main de fer par ce couple, depuis 1965, et la *Securitate*, sinistre police politique. Ils sont renversés le 22 décembre 1989 par une

insurrection populaire née dans les Carpates, à Timisoara, avant de gagner la capitale Bucarest, où elle se mue en révolution de palais sous les yeux aveugles des caméras occidentales. À l'issue d'un procès, qui tient de la mauvaise farce, les dictateurs sont exécutés le 25 décembre 1989, et le pouvoir confisqué par d'anciens apparatchiks. La Roumanie en a-t-elle fini pour autant avec ce legs autoritaire ? Les familles des milliers de victimes de cette « révolution » attendent toujours que la vérité et la justice soient faites. La Roumanie, qui est entrée en 2004 dans l'OTAN et en 2007 dans l'Union européenne, est un pays encore rongé par la corruption où une partie de la société civile lutte pour l'indépendance de la justice, combat qui n'est toujours pas en passe d'être gagné. Le Régionalisme serait-il le nouvel horizon de l'Europe ? Le Brexit ravive en décembre 2019 le désir du parti nationaliste écossais, SNP d'organiser un referendum pour sortir du Royaume Uni... tout en restant dans l'Union européenne. La Cour de justice européenne estime que les députés européens sont protégés par une immunité ce qui va à l'encontre à la décision de la Cour espagnole d'incarcérer les députés catalans indépendantistes. La Belgique est sans gouvernement depuis plus de 550 jours. Les dernières élections n'ont pas permis de dégager une majorité, ou de former un gouvernement de coalition. Les hommes politiques les plus en vue à l'image de Charles Michel (au Conseil européen) préfèrent les institutions européennes à celles de la Belgique.

La Turquie, électron libre ?

Le pouvoir du président Erdogan est fragilisé de l'intérieur par la perte de deux grandes mairies – Istanbul et Ankara – ravie par l'opposition à l'AKP et par la création d'un nouveau parti politique (Avenir) par son ancien premier ministre Ahmet Davutoglu qui le concurrence directement sur son électorat. Le ralentissement de la croissance économique turque pèse aussi sur la popularité du président comme sa politique bien plus répressive depuis le coup d'État raté. À cet affaiblissement intérieur répond une plus grande agressivité d'Ankara sur la scène internationale. Après avoir établi une « bande de sécurité » d'une trentaine de kilomètres en territoire syrien pour en chasser les Kurdes de l'YPG et y installer les réfugiés qui ont fui la guerre civile syrienne, Ankara menace de fermer des bases de l'OTAN sur son territoire. Les relations entre Turquie et États-Unis se sont beaucoup refroidies depuis 2017, mais cela montre que la Turquie s'affirme sur la scène régionale à l'aune du désengagement des Occidentaux. Déjà impliqué dans la guerre civile en Libye, Erdogan a reçu le chef du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) soutenu par l'ONU, Fayez al-Sarraj, lui assurant d'un possible soutien militaire en soldats pour affronter le maréchal Khalifa Haftar soutenu par l'Égypte mais aussi la Russie. Les forages – à la recherche d'hydrocarbures – dans des eaux considérées comme chypriotes, sont dénoncés par Bruxelles.

La fin d'une époque ?

Les attentats des djihadistes visant les militaires sahéliens se multiplient en décembre 2019 au Mali, au Burkina Faso, au Niger où plus de 70 soldats ont été tués à In Atès, en sus des militaires français. Alors que le Sahel devient une terre où s'enracinent les djihadistes, les questions concernant l'opération Barkhane, le G5 Sahel sont nombreuses. Le bienfondé de la présence française est remis en question par une partie de la population locale chez qui les soupçons de colonialisme resurgissent. Le peu d'efficacité du G5 Sahel face à des djihadistes de plus en plus agressifs est dénoncé. Alors qu'il n'est plus possible de faire l'économie d'un sommet G5 Sahel, les options sont nombreuses, y compris une moindre présence militaire française dont l'action est moins soutenue par Bamako ou Ouagadougou. Le Mali se rapproche de Moscou... Le président français, Emmanuel Macron, s'est rendu en décembre 2019 en Côte d'Ivoire pour rencontrer le président Alassane Ouattara. Se dessine une délicate élection présidentielle en 2020 où se présenteraient les éternels rivaux ivoiriens Ouattara (77 ans), homme du Nord du

pays, Konan Bédié (ancien chef d'État, 85 ans), homme du centre, voire Laurent Gbagbo (75 ans), homme du sud du pays, si la Cour pénale internationale (CPI) accepte de le libérer. Cette visite est aussi l'occasion d'officialiser la fin du franc CFA pour les huit pays d'Afrique de l'Ouest. La France ne siègera plus aux instances monétaires de l'UEMOA, signe d'une monnaie vue comme « post-coloniale » par certains pays africains. La nouvelle monnaie – l'Eco – n'en demeure pas moins liée à l'euro et une garantie de convertibilité assurée par la France. La dette française a atteint 2 414 milliards d'euros en décembre 2019, elle est donc supérieure au niveau de création de richesse du pays. La dette française a ainsi dépassé la barre des 100% du PIB alors que la moyenne de l'endettement de la zone euro est d'environ 86%. Sans parler des critères de Maastricht... En Inde, le premier ministre Narendra Modi fait passer en décembre 2019 une loi qui facilite l'attribution de la nationalité indienne aux immigrants non musulmans. Modi est à la tête du BJP, le parti nationaliste hindou qui, à la différence du parti du Congrès, représente moins la nation indienne, que la communauté hindoue. Le risque est, à terme, une marginalisation croissante de la minorité musulmane qui représente quelque deux cents millions d'Indiens. Ce lien entre nationalité indienne et appartenance religieuse provoque des heurts qui ont déjà fait plusieurs victimes et la colère fait tache d'huile dans le pays. Au Liban, la crise politique continue malgré la démission du premier ministre Hariri, remplacé par Hassan Diab (60 ans), ancien ministre de l'Éducation, soutenu par le Hezbollah chiite. Cette nomination témoigne de la persistance des jeux confessionnels dans la vie politique libanaise, malgré la contestation de la société civile qui réclame un personnel politique compétent et intègre. Ceci n'aide en rien le pays à sortir de l'impasse politique et sociale mais aussi largement économique et financière. Le pays devrait, d'après la Banque mondiale, entrer en récession pour 2019 alors que la livre libanaise a perdu plus de 30% en une vingtaine d'années. La dette libanaise atteint 150 % du PIB et le système bancaire du pays est au bord de la faillite. La tentation régionaliste n'est pas l'apanage du continent européen. Au Canada, la riche et pétrolière province de l'Alberta songe en décembre 2019 à un « Wexit » (West exit) car elle estime financer beaucoup la confédération canadienne en ayant peu de retour. Ce phénomène régionaliste anime en général des régions riches qui ne veulent plus partager leur prospérité, ce qui témoigne de l'affaiblissement du sentiment du bien commun. L'ONU a des soucis d'argent... Elle a dépensé plus qu'elle n'a reçu car plusieurs de ses membres- une trentaine – n'ont pas payé leur obole. L'Union européenne fournit 30% de son budget, les États-Unis traditionnellement 28% au lieu des 22% prévus, mais Washington ne veut plus contribuer plus que ce qui est dû, l'Argentine a de vraies difficultés financières, l'Iran argue des sanctions internationales pesant sur ses banques.... L'ONU est contrainte de diminuer ses dépenses aussi bien pour son siège newyorkais que pour ses missions internationales.

... le début d'une autre ?

La Chine est l'hôte en décembre 2019 d'un sommet tripartite réunissant le Japon et la Corée du Sud, se positionnant ainsi en puissance « responsable » dans sa région. Une entrevue qui ne fait que des gagnants. Pékin essaie de faire oublier les très vives tensions prodémocratie de Hong Kong, Séoul et Tokyo veulent poursuivre la désescalade des tensions consécutives au passif de la seconde Guerre mondiale, tensions qui se sont considérablement renforcées depuis l'été 2018. Les trois pays appellent à une dénucléarisation de la péninsule de Corée, car les pourparlers entre la Corée du Nord et les États-Unis sont dans l'impasse. Pékin a réussi en décembre 2019 le lancement de sa fusée Longue Marche-5. Ce puissant lanceur l'inscrit encore davantage dans la conquête spatiale. Après avoir été capable d'envoyer un engin spatial sur la face cachée de la Lune, la Chine prévoit une mission sur Mars pour un avenir très proche. L'Union européenne lance en décembre 2019 une première mission spatiale de nettoyage des trop nombreux débris en orbite autour de la terre, ClearSpace-1. Plusieurs milliers de satellites sont actuellement en panne, leur nombre est même supérieur à ceux toujours en

activité. Les « nouvelles routes de la soie » s'étendent depuis décembre 2019 jusqu'à Lille. Un échange de prisonniers a eu lieu en décembre 2019 en Ukraine entre Kiev et les séparatistes du Donbass, la partie orientale du pays russophone et russophile. Un geste d'apaisement dans ce conflit.

Bonnes nouvelles

Airbus annonce en décembre 2019 un carnet de commande de plus de 1 000 appareils pour 2019, grâce notamment à ses modèles A320 et A220. Le constructeur européen prévoit aussi de sortir un premier avion « décarboné » à l'horizon 2030. Après l'échec de l'« Airbus ferroviaire » lié au refus de la Commissaire à la concurrence M. Vestager de la fusion Siemens-Alstom en février 2019, un « Airbus des batteries » commence à prendre forme. Il unirait autour de la France l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, l'Italie, la Pologne et la Suède. Il s'agit d'un ambitieux projet industriel commun pour produire en Europe des batteries destinées aux voitures électriques, un enjeu industriel d'avenir pour le continent européen. A l'heure où la capsule Starliner de Boeing n'a pas réussi à rejoindre la station spatiale internationale ISS, le programme spatial européen est effectivement doté d'une enveloppe de plus de 14 milliards d'euros. Il s'agit, pour l'agence spatiale européenne (ESA), de rester dans la course à l'espace face à la NASA et des pays émergents de plus en plus nombreux.

□ □ THEME 2 - 3 : Faut-il se préparer à la fin de l'OTAN ?

Source, journal ou site Internet : politique internationale N° 165

Date : automne 2019

Auteur : Bruno Tertrais

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Il y a vingt ans, alors que l'Alliance atlantique s'apprêtait à célébrer son cinquantième anniversaire, l'auteur de ces lignes publiait un article intitulé « L'OTAN existera-t-elle encore en 2009 ? » (1). Il y faisait valoir que la perte du sens de la mission de l'organisation après la disparition de la menace soviétique, les désaccords sur les opérations de maintien de la paix, ainsi que le désintérêt croissant des États-Unis pour l'Europe, soulevaient la question de la capacité de l'Alliance à survivre dix ans après cette date. Aujourd'hui, l'OTAN a repris de la vigueur et ses missions au titre de l'article 5 du traité de Washington (qui contraint ses membres à porter secours à ceux d'entre eux qui seraient attaqués) occupent à nouveau le devant de la scène. Mais des interrogations se font jour quant à la solidité politique de l'Alliance. Les relations transatlantiques connaissent, en effet, de graves tensions que l'agressivité de la Russie ne risque pas d'atténuer. L'OTAN en tant qu'organisation militaire s'est remarquablement adaptée et a même subi une sorte de cure de jouvence, mais l'Alliance atlantique, au sens de la relation politique transatlantique, reste en difficulté - notamment sous les coups de boutoir de M. Trump. Aussi est-il légitime de penser ce qui fut longtemps impensable et de réfléchir au scénario de la fin de l'OTAN. Le sommet de Londres, en décembre 2019, pourrait-il être le dernier ?

L'hypothèse de la fin de l'OTAN

Certains aspects de l'évolution actuelle de l'OTAN sont rassurants. De récentes décisions communes ont amélioré l'état de préparation des forces - et donc la dissuasion d'une agression - grâce à une présence accrue à l'Est (Pologne, pays baltes) et à des exercices à grande échelle. Certes, la capacité de l'OTAN à acheminer rapidement des renforts à travers le continent reste

problématique, mais une initiative adoptée en 2018 contribuera à renforcer sa posture militaire de défense de l'Europe : il s'agit d'être capable de déployer trente bataillons terrestres, trente navires de combat et trente escadrons de combat en trente jours - alors que le dispositif de l'OTAN est aujourd'hui, pour l'essentiel, un simple « fil déclencheur » (trip-wire) à la frontière russe. Autre innovation de nature à renforcer sa crédibilité : l'Organisation a clairement fait savoir en 2014 que certaines cyberattaques pouvaient être qualifiées d'« attaques armées », ce qui permettait de déclencher l'article 5 si nécessaire. De même, les interrogations relatives à la pérennité de l'engagement des États-Unis ne doivent pas masquer une réalité plus encourageante : la présence militaire américaine en Europe s'est accentuée depuis l'invasion de la Crimée ; et le marché européen constitue toujours un débouché très important pour l'industrie de défense d'outre-Atlantique, les alliés continuant à « acheter américain » pour des raisons autant politiques que militaires. Quant au soutien du Congrès des États-Unis et de l'opinion publique américaine envers l'OTAN, il ne faiblit pas, bien au contraire. La proportion d'Américains favorables à un maintien, voire à un accroissement de l'engagement de leur pays envers l'Alliance a, en effet, augmenté depuis la fin de la guerre froide - un résultat qui n'a pas été affecté par les politiques de Donald Trump (2). Ils sont même plus nombreux à avoir une image positive de l'OTAN (64 %) que les Allemands (63 %) (3). L'Alliance atlantique était, à l'origine, fondée sur un socle de valeurs et d'intérêts communs, même si les premières étaient, dans une large mesure, subordonnées aux seconds. De fait, l'arrivée au pouvoir de dictatures militaires n'a pas empêché la Grèce, le Portugal et la Turquie de rester membres. La défense des valeurs démocratiques n'a jamais été la seule raison de l'engagement des États-Unis : l'objectif était surtout d'éviter une guerre majeure sur le sol européen, dont les répercussions économiques auraient été désastreuses, et de profiter des avantages de l'OTAN en termes de ventes d'armements, de collecte de renseignements, de détection et d'alerte (départs de missiles). Ce qui est troublant dans le contexte actuel, c'est que l'on s'interroge à la fois sur les valeurs communes et sur les intérêts communs. Beaucoup d'Européens ne voient pas ce qu'ils ont en partage avec l'Amérique de Donald Trump ou avec la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Plusieurs membres de l'Alliance sont réceptifs aux politiques de la Russie, voire ouverts à son influence. La persistance de la menace terroriste, d'une part, et la résurgence de l'agressivité russe, d'autre part, ont fait apparaître des divergences de vues au sein du Conseil de l'Atlantique Nord - des divergences soigneusement dissimulées derrière le concept fumeux de « défense à 360° » promu par les autorités de l'OTAN depuis quelques années (4). Bien que les prévisions suggérant que l'élargissement de l'OTAN (qui est passée de douze membres fondateurs à vingt-neuf) rendrait le consensus plus difficile n'aient jamais vraiment été validées par les faits, la plupart de ceux qui l'ont rejointe depuis 1991 apportent des contributions relativement faibles à l'effort de défense commun (à l'exception notable de la Pologne) et n'ont guère contribué à accroître son efficacité en tant qu'organisation militaire. À ce constat s'ajoute une réalité statistique : dans une alliance à vingt-neuf - sans doute bientôt à trente, avec l'adhésion annoncée de la Macédoine du Nord - cinq pays membres, en moyenne, sont en période électorale, ce qui rend d'autant plus compliquée la prise de décision. Ce manque d'unité, derrière la façade rassurante des communiqués au ton souvent lénifiant, a un effet négatif sur l'OTAN comme instrument de dissuasion et donc de prévention de l'agression. À tort ou à raison, la Russie pourrait miser sur le fait que l'Alliance ne serait pas en mesure de déclencher l'article 5 en temps de crise. Et il est vrai que, face à une attaque armée russe très limitée, le précédent du 11 septembre 2001, qui avait vu le Conseil de l'Atlantique Nord déclarer que les conditions de la défense collective étaient réunies, pourrait ne pas s'appliquer. Les sondages sont éloquentes. En 2015 - avant même, donc, l'élection de Donald Trump -, 58 % des Allemands et 53 % des Français se disaient opposés à l'idée d'employer la force militaire si un pays membre de l'Alliance était attaqué par la Russie (5). En 2019, seule une minorité d'Européens se disent prêts à soutenir les États-Unis dans un conflit avec la Russie (6). Dans de telles circonstances,

il pourrait être plus difficile de parvenir à l'unanimité, sachant qu'une telle décision risquerait d'entraîner l'Alliance dans une guerre totale avec Moscou. Certains pays membres pourraient être tentés de « donner encore une chance à la diplomatie » et empêcher ainsi le consensus d'émerger, au risque de retarder imprudemment le lancement d'opérations communes de défense. On le voit : les incertitudes quant à l'avenir de l'OTAN sont aujourd'hui plus grandes qu'elles ne l'étaient en 1999. Et, cette fois, c'est l'Amérique qui est sans doute le principal problème.

États-Unis : le maillon faible

D'une certaine manière, on avait connu une première alerte après le 11 septembre : la Maison-Blanche avait initialement décliné les offres d'assistance de ses alliés européens, arguant de la complexité inhérente à toute opération de l'OTAN alors que Washington souhaitait réagir sans tarder. Le problème nouveau s'appelle bien sûr Donald Trump. Lorsqu'un président des États-Unis exprime sa crainte que l'un de ses alliés - en l'espèce, le Monténégro - n'entraîne les États-Unis dans une guerre, et que son secrétaire d'État élude du même coup la question du soutien américain à ce pays s'il était attaqué, il est difficile de considérer que la crédibilité de l'OTAN en tant qu'instrument de dissuasion n'est pas atteinte (7). L'hôte de la Maison-Blanche va parfois même jusqu'à évoquer, devant ses conseillers, l'hypothèse d'un retrait pur et simple de l'OTAN (ou d'autres traités de défense comme celui qui lie les États-Unis au Japon (8)). Certes, la menace russe représente un facteur de cohésion moins puissant que la menace soviétique. Quant à l'importance de l'Europe comme débouché des exportations militaires, elle a décliné à la fois en termes absolus (en volume) et en termes relatifs (l'Amérique vend davantage à l'Arabie saoudite qu'à l'Europe). Le général James Mattis, secrétaire à la Défense jusqu'à la fin 2018, avait réussi à persuader le président Trump de modérer sa position. Il lui aurait par exemple dit un jour : « Si vous n'aviez pas l'OTAN, vous auriez dû l'inventer. (...) Il n'y a aucune chance que la Russie gagne une guerre si elle s'en prend à l'OTAN » (9). Mais il est parti, et l'on peut se demander si le président américain ne sera pas tenté, un jour ou l'autre, de sauter le pas, a fortiori s'il est réélu en 2020. Même si, encore une fois, l'OTAN est loin d'être impopulaire aux États-Unis, la pente naturelle de l'Amérique l'incline à se méfier des alliances, surtout lorsqu'elles comportent des engagements de défense contraignants. Selon certains analystes, l'ordre libéral qui prévalait au XXe siècle ne serait plus aujourd'hui à son avantage. Le système multilatéral forgé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'aurait été qu'une simple parenthèse dans l'histoire des États-Unis qui seraient en train de revenir à une tradition moins isolationniste qu'unilatéraliste et mercantile, « colbertiste » en quelque sorte (10). Sur le plan militaire, elle passerait du rôle d'« organisateur présent » (onshore organizer) à celui d'« arbitre distant » (offshore balancer). Rappelons, au demeurant, que la présence militaire américaine sur le continent devait être provisoire : dans les années 1950, on imaginait volontiers que l'Europe, une fois remise sur pied, puisse assurer sa propre défense. Une hypothèse qui reprend de la consistance au moment où la Chine tend à supplanter la Russie dans l'échelle des préoccupations des stratèges américains...

La crise turco-américaine

Un autre sujet d'inquiétude concerne la Turquie, avec laquelle la crise couve depuis des années. En 2003 déjà - juste avant la nomination de M. Erdogan au poste de Premier ministre -, le Parlement turc s'était opposé à l'utilisation de son territoire pour le passage des GI's en partance pour l'Irak. Par la suite, Ankara avait systématiquement refusé que la question iranienne soit évoquée au Conseil atlantique. Le contentieux s'est aggravé avec la guerre en Syrie : dans leur lutte contre Daech et le régime de Bachar el-Assad, les États-Unis et l'Europe ont apporté leur soutien aux forces armées kurdes - que la Turquie considère comme un danger pour sa propre

sécurité. Le tout dans un contexte de plus en plus tendu avec l'Union européenne qui, dans les faits, a fini par abandonner la perspective d'une adhésion turque. Les États européens s'agacent de l'influence qu'exerce Ankara sur sa diaspora et ils sont de plus en plus nombreux à reconnaître le génocide arménien, au grand dam du gouvernement turc... La crise actuelle prend plus directement sa source dans les événements des années 2015-2016, qui ont culminé avec le différend sur l'achat à la Russie des systèmes de défense S-400. Un rappel pour commencer : depuis 1990, la Turquie cherche à se prémunir contre les risques militaires au sud de sa frontière (Syrie, Irak). L'OTAN avait d'ailleurs déployé à sa demande des systèmes antiaériens et antimissiles Patriot pendant la guerre du Golfe. L'administration Obama avait envisagé de vendre de tels systèmes à Ankara ; l'affaire traînant en longueur, Erdogan avait fait mine de se tourner vers la Chine... avant de se raviser. Il estimait que son pays était tellement important pour l'Alliance atlantique que celle-ci finirait bien par satisfaire ses besoins. Les alliés firent alors preuve d'inconséquence en retirant, en 2015, les moyens de protection aérienne de la frontière sud du territoire turc. Or quelques semaines plus tard, la Turquie abattit un avion russe ayant pénétré, sans doute par erreur, dans son espace aérien. L'OTAN refusa de se montrer solidaire d'Ankara. Mais c'est la tentative de coup d'État de juillet 2016 qui a véritablement marqué le début de la crise ouverte entre la Turquie et ses alliés. Pour Erdogan, pas de doute en effet : ce sont des forces pro-occidentales, sinon les États-Unis eux-mêmes, qui étaient derrière cette manœuvre. Et le refus américain d'extrader le prédicateur Fethullah Gülen (ce qui serait légalement difficile), qu'il considère comme l'inspirateur de ce putsch raté, n'a fait que conforter le maître de la Turquie dans son idée. On comprend mieux, dès lors, la décision prise en 2017 d'acquérir des systèmes de défense aérienne S-400 perfectionnés auprès de la Russie : elle s'explique à la fois par la frustration d'Ankara vis-à-vis de ses alliés et par la paranoïa d'Erdogan qui cherche, désormais, à protéger ses centres de pouvoir contre une attaque aérienne à l'occasion d'un nouveau coup d'État. Cette décision a été prise contre l'avis des militaires russes, peu enclins à voir déployés sur le territoire d'un État membre de l'OTAN des systèmes de défense antiaérienne modernes alors même qu'un avion russe avait été abattu par la chasse turque quelques années auparavant. Mais avec la bénédiction des penseurs turcs de la mouvance « eurasienne » qui veulent voir le pays se tourner vers l'Est. La Russie a bien joué son coup : plutôt que de jeter de l'huile sur le feu après l'incident aérien de 2015, elle s'est contentée de frapper la Turquie au portefeuille (embargo sur les importations de produits agricoles turcs, interruption des vols charters vers la Turquie...) et lui a rapidement proposé un rapprochement militaire et commercial - notamment dans le secteur énergétique -, permettant ainsi d'enfoncer un coin au sein de l'Alliance. Moscou lui a vendu les S-400 dans des conditions particulièrement avantageuses, sans pour autant lever toutes les sanctions infligées en 2015 à Ankara... Ces systèmes ont commencé à être livrés en juillet 2019. Or ils posent deux problèmes majeurs à l'OTAN et aux États-Unis. D'abord, ils ne pourront pas être branchés sur le système de défense aérienne intégré de l'organisation multinationale, piloté depuis la base de Ramstein en Allemagne. Ensuite et surtout, leur simple présence sur le territoire d'un pays membre pourrait permettre à la Russie de percer à jour les forces et les faiblesses des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, comme le F-35 américain, programme d'avion de combat de nouvelle génération auquel la Turquie est partie prenante. D'où la réaction ferme du Pentagone, qui a annoncé fin juillet mettre un terme à cette participation et a interrompu tant la livraison des F-35 à Ankara (4 seulement sur 116 avaient été livrés) que la formation des pilotes turcs aux États-Unis (11). Ce n'est pas tout : la Turquie encourt également des sanctions au titre du Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA, voté par le Congrès en 2017) (12). Une sortie de crise est-elle possible ? M. Trump est ennuyé par cette affaire : il entretient une bonne relation personnelle avec M. Erdogan qui pensait sans doute, à tort, que cette amitié prévaudrait sur la loi américaine. Le président américain pourrait tenter de bloquer, pour un temps au moins, l'application des sanctions jusqu'à ce qu'un éventuel compromis soit

trouvé. Mais, pour l'heure, aucun arrangement n'est en vue. Malgré de nouvelles propositions américaines, les intercepteurs Patriot ne semblent plus intéresser la Turquie. Le non-déploiement des S-400 ne satisferait personne. Or en l'absence de compromis, l'alliance objective avec la Russie a toutes les chances de devenir plus solide. M. Poutine ne manquera probablement pas de proposer à son homologue turc d'acheter des chasseurs-bombardiers russes pour remplacer les F-35 perdus... Il ne serait pas raisonnable, à ce stade, de parler d'un véritable retournement d'alliance. Des crises semblables se sont déjà produites entre l'Amérique et la Turquie - notamment un embargo sur les armes en 1974, après l'invasion de Chypre. « Une rupture entre la Turquie et l'OTAN serait l'issue la plus extrême possible de l'imbroglie des S-400 », juge un commentateur avisé (13). Les développements politiques que l'on vient d'évoquer sont largement contingents et n'auraient pas eu lieu sans la connivence de deux « hommes forts » qui se respectent mutuellement, l'un à Ankara et l'autre à Moscou. Or la longévité politique du premier ne va pas de soi. Les intérêts des deux pays ne coïncident que partiellement : ils sont essentiellement économiques (y compris sur le plan énergétique) et tactiques (Syrie). Sur le plan militaire, la Turquie est toujours engagée dans l'OTAN - et la coopération avec les États-Unis lui est encore précieuse. L'Empire ottoman a perdu toutes ses guerres contre l'Empire russe, et l'histoire des 300 dernières années prouve que la Turquie se tourne vers l'Europe dès que la Russie montre ses muscles. Ce fut le cas à la fin du XVIII^e siècle (perte de la Crimée) ou après la Seconde Guerre mondiale. Il n'empêche : Erdogan ou pas, la Turquie a changé. Les ultranationalistes et les cercles « eurasiens » constituent une bonne partie de l'élite du pays, alors que les militaires, plus enclins à préférer les liens avec l'Occident, sont aujourd'hui marginalisés. Avec 59 % d'opinions favorables, la Russie est devenue, et de loin, l'allié préféré de la population turque, devant la Chine (47 %), laissant l'Allemagne (36 %) et surtout les États-Unis (20 %) loin derrière (14). La place de la Turquie dans l'OTAN est, dès lors, un sujet de légitimes interrogations. On l'a dit : les membres de l'Alliance atlantique sont censés partager sinon les mêmes valeurs et les mêmes intérêts, du moins les unes ou les autres. Ce n'est sans doute plus vrai pour la Turquie. Il ne serait pas dans l'intérêt stratégique de l'Europe et des États-Unis de prendre l'initiative d'une rupture totale avec Ankara, ne serait-ce qu'en raison de sa position géographique qui la rend incontournable. Et aucune procédure n'est prévue pour exclure un pays de l'OTAN - ce que, en tout état de cause, peu d'alliés soutiendraient. Le risque est plutôt celui d'un coup de sang de M. Erdogan, qui pourrait décider de se retirer de l'OTAN ou de chasser les troupes américaines de la base d'Incirlik.

La fin de l'OTAN : quels scénarios ?

Quels sont les scénarios qui pourraient conduire à la fin de l'OTAN ? On peut en distinguer trois. Le premier verrait une décision subite et unilatérale de M. Trump, qui ordonnerait du jour au lendemain le retrait des États-Unis du traité de l'Atlantique Nord. Il pourrait prendre pour prétexte les différends commerciaux transatlantiques, l'insuffisance des dépenses militaires européennes ou encore la volonté affichée des Européens de se doter des instruments de leur autonomie - qui relèverait alors de la prophétie auto-réalisatrice. Cette dernière thèse, qui veut que l'Europe, en bâtissant son autonomie stratégique, finirait par convaincre les États-Unis de quitter le continent, a été maintes fois suggérée depuis 1990. Elle n'a guère de fondement empirique, et le renforcement récent de la présence militaire américaine souligne son caractère artificiel ; mais il est vrai que si les Européens n'achetaient plus américain, l'une des cordes de rappel de la relation transatlantique disparaîtrait. À l'occasion d'un conflit durable hors d'Europe (Moyen-Orient, Asie) qui s'accompagnerait d'une forte implication militaire des États-Unis, M. Trump pourrait être conduit à demander un effort accru à ses alliés. Si jamais les Européens rechignaient à « garder la maison » sur le Vieux Continent pendant que leur protecteur américain se battrait sur d'autres théâtres d'opérations, nul doute que ce dernier en prendrait ombrage (15). Et en tirerait les conséquences... Il existe aux États-Unis un débat sur

la forme d'un tel retrait, dont la procédure est prévue par l'article 13 du traité : le président pourrait-il le décider unilatéralement ? Sur le plan légal, peut-être, mais sur le plan politique, ce n'est pas si simple. En cas de contestation, la question pourrait être portée devant la Cour suprême. Qui, à ce moment-là, pourrait comprendre une majorité favorable à M. Trump (16). Le deuxième scénario serait celui du délitement et de la mort lente à force de « saigner de mille coupures » du fait de l'accumulation des désaccords politiques et des crises successives. La Maison-Blanche pourrait réduire sa contribution financière à l'organisation ou, du moins, sa participation aux exercices - comme elle l'a déjà fait sur la péninsule coréenne. Un changement de son dispositif militaire ou nucléaire stationné sur le continent n'est pas non plus à exclure, qu'il s'agisse d'une tentative visant à améliorer ses relations avec la Russie, de représailles contre un geste malheureux (par exemple, un renoncement de l'Allemagne à ses responsabilités nucléaires (17)) ou d'un simple mouvement d'humeur. Dernière hypothèse : si Moscou se montrait menaçante aux yeux de la Pologne ou des pays baltes, M. Trump pourrait refuser d'élever l'état d'alerte ou de préparation des forces américaines en Europe afin de contraindre les alliés à en faire davantage... Mais les coups portés à la solidarité transatlantique pourraient venir de ce côté-ci de l'océan. Car c'est aussi dans les esprits européens que la solidarité de défense qui unit les pays de l'Alliance s'est émoussée : nombre d'entre eux ont perdu leur appétence à exercer leurs responsabilités à l'égard des États-Unis (alors que cette solidarité avait été immédiate après le 11 septembre). Le soutien à l'organisation a baissé : il n'est plus que de 59 % au Royaume-Uni, 54 % en Allemagne et... 39 % en France (18). Enfin, reste le retrait total de l'OTAN d'un pays membre (autre que les États-Unis) - ce qui n'est jamais arrivé. Ce scénario est concevable, on l'a dit, dans le cas de la Turquie, mais peut-être aussi dans celui de pays soumis à une forte influence russe, comme la Bulgarie ou le Monténégro, qui a rejoint l'organisation en 2017. Il pourrait aussi tenter un État européen gouverné par des forces nationalistes. De tels pays pourraient à tout le moins, avec l'aval de Moscou, empoisonner l'atmosphère des débats au Conseil de l'Atlantique Nord - ce qui, en retour, pourrait susciter l'ire de M. Trump (19). Ce scénario repose davantage sur l'éventualité d'une spirale négative d'actions et de réactions américaines et européennes que sur une décision soudaine de Washington.

Défendre l'Europe sans l'Amérique

Revenons au scénario principal : si les États-Unis se retiraient de l'OTAN, que pourrait faire l'Europe ? Deux hypothèses sont envisageables. Dans la première, un retrait pourrait être accompagné d'un maintien de la présence militaire américaine sur le continent - par intérêt politique (influence), militaire (utilisation des bases et des moyens de renseignement) et économique (vente de matériels). L'engagement de Washington dans la défense de l'Europe serait alors exclusivement composé d'un tissu de relations bilatérales (accords de stationnement de forces...). L'OTAN pourrait-elle encore fonctionner avec une Amérique « sur le côté de la route » ? En théorie, oui. Le caractère spécifique de l'organisation serait assuré par la présence à la table du Conseil de l'Atlantique Nord - si elle se confirmait après un retrait américain - de pays non membres de l'Union européenne (Norvège, Turquie, Monténégro, Macédoine du Nord demain et sans doute Royaume-Uni après-demain) ainsi que par celle du Canada et de l'Islande - deux États dont la présence permettrait aussi à l'organisation de pérenniser sa nature « transatlantique ». Il reste que l'OTAN est fondée sur un double principe : celui du consensus, mais aussi celui du leadership américain. Et, dans les faits, c'est souvent le second qui permet le premier. Il n'est pas dit qu'elle saurait s'adapter. La responsabilité de commandant suprême des forces armées en Europe (SACEUR) ne pourrait plus être exercée par un officier américain, et la coïncidence entre ce poste et celui de commandant des forces américaines en Europe - une des clés de l'engagement des États-Unis sur le continent - prendrait fin. Il y a exactement trente ans, une étude internationale avait approfondi ce scénario. Elle mettait en exergue l'importance

de la présence militaire américaine sur le continent pour « la stabilité et la cohésion » de la défense de l'Europe et concluait qu'en son absence « l'OTAN s'effondrerait purement et simplement » (20). Dans la deuxième hypothèse - celle d'un retrait total des États-Unis -, les Européens seraient tentés de s'organiser par eux-mêmes. L'OTAN pourrait alors être transformée en une instance de coordination entre l'UE et d'autres pays non membres. Les états-majors, quartiers généraux et centres de commandement de l'organisation seraient « rachetés » par l'Europe. Sur le plan strictement militaire, l'Europe peut-elle se défendre seule ? Sur le papier, elle fournit déjà l'essentiel des forces de combat sur le continent. Et la question nucléaire ne serait sans doute pas la plus lourde à régler : la garantie américaine pourrait être remplacée, mutatis mutandis, par une garantie franco-britannique qui ne serait pas nécessairement moins crédible en dépit de la disproportion des potentiels (21). Mais c'est sur le plan qualitatif que le déficit militaire est préoccupant. Si l'Europe voulait se doter d'une capacité dissuasive proche de celle que l'OTAN lui procure aujourd'hui, elle devrait y consacrer un budget très significatif. L'Institut international d'études stratégiques a calculé qu'il lui faudrait consentir un effort financier compris entre 300 et 450 milliards de dollars sur dix à vingt ans (22). Selon une autre évaluation, elle devrait débours 300 milliards de dollars rien que pour remplacer les moyens antiaériens, logistiques, de ravitaillement en vol, de renseignement et de surveillance que les Américains remporteraient avec eux (23). Enfin, comment convaincre les forces souverainistes et nationalistes d'accélérer l'intégration européenne dans ce domaine ? Pour finir, et par souci d'exhaustivité, on peut mentionner un troisième scénario : le démantèlement de l'OTAN à la suite de la transformation profonde et durable de la Russie en une véritable démocratie libérale, et son remplacement, dans les faits, par un système de sécurité collective paneuropéen basé sur l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ce scénario ne s'était pas produit après 1990 : les démocraties est-européennes étaient encore fragiles, et l'avenir de la Russie incertain. Les pays membres souhaitaient par ailleurs bénéficier de l'OTAN en tant que « boîte à outils » pour les opérations de maintien de la paix. La situation géopolitique a changé, mais l'hypothèse demeure tout aussi peu crédible à court et à moyen terme.

En guise de conclusion : l'OTAN en 2029

La célèbre formule du premier secrétaire général de l'OTAN (1952-1957), lord Ismay, selon lequel l'Alliance avait pour but de maintenir « les Russes dehors, les Américains dedans et les Allemands à terre », reste valable pour ses deux premières propositions. Il est probable qu'en 2029 l'OTAN existera toujours. Parce que c'est à la fois dans l'intérêt des États-Unis et dans celui des Européens, et que les deux rives de l'Atlantique entretiennent un lien de dépendance mutuelle - certains diraient une double addiction. Peut-être aura-t-elle été élargie aux pays nordiques ou balkaniques (l'accession de la Macédoine du Nord, qui a réglé son contentieux avec la Grèce, ne saurait tarder), voire à la Géorgie et/ou à l'Ukraine, à condition qu'elles ne soient plus en conflit ouvert avec Moscou. L'OTAN contribuera, dans une certaine mesure, aux opérations de lutte contre le terrorisme et de stabilisation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord - en particulier dans le cas d'un événement du type 11 septembre en Europe qui serait attribué à une entité de la région. Mais tant que la Russie demeurera une menace potentielle pour ses voisins de l'Ouest, les missions militaires de l'Alliance continueront de porter prioritairement sur la dissuasion vis-à-vis de Moscou. On l'aura compris : l'OTAN se porte bien, mais l'Alliance atlantique est en grande difficulté. La première peut-elle rester isolée de la seconde ? Les Européens sont-ils prêts à encaisser le choc que représenterait un retrait américain de l'organisation ? À ces deux questions la réponse est probablement négative. C'est pourquoi il n'est pas inutile, même si le scénario demeure peu probable, de se préparer d'une manière ou d'une autre à la fin de l'OTAN.

- (1) Bruno Tertrais, « L'OTAN existera-t-elle encore en 2009 ? », *La Revue internationale et stratégique*, no 32, hiver 1998, pp. 121-129.
- (2) *America Engaged*, Chicago Council on Global Affairs, 2 octobre 2018.
- (3) Jacob Poushter et Alexandra Castillo, *Americans and Germans are worlds apart in views of their countries' relationship*, Pew Research Center, 26 novembre 2018.
- (4) Il s'agit de regarder autant « au Sud » et « à l'Ouest » qu'« à l'Est » et « au Nord », en partant du principe que les risques et les menaces peuvent venir de n'importe quel azimut.
- (5) Katie Simmons et al., *NATO Publics Blames Russia for Ukrainian Crisis, but Reluctant to Provide Military Aid*, Pew Research Center, 10 juin 2015.
- (6) Susi Dennison, *Give the people what they want : Popular demand for a strong European foreign policy*, European Council on Foreign Relations, septembre 2019.
- (7) À la question d'un journaliste lui demandant si l'Amérique défendrait le Monténégro, dernier État en date à avoir rejoint l'OTAN (2017) et l'un des plus petits pays de l'Alliance, Donald Trump répond : « Ce sont [les Monténégrins] des gens très agressifs. Ils pourraient devenir agressifs - et - félicitations, vous vous retrouvez avec une Troisième Guerre mondiale (...). Mais c'est la manière dont les choses ont été conçues. » Cité in Scott Neuman, « In Interview, Trump Appears To Question NATO's "Collective Defense" Clause », *National Public Radio*, 29 juillet 2018 ; Mike Pompeo : « Je ne vais pas me lancer dans des hypothèses sur ce qui pourrait se passer, ou comment tel ou tel scénario pourrait se dérouler, mais soyez-en sûr : l'Amérique a toujours été là dès lors que d'importants intérêts américains ou mondiaux étaient en jeu. » Interview avec Martha MacCallum de Fox News, 23 février 2019.
- (8) Jennifer Jacobs, « Trump Muses Privately About Ending Postwar Japan Defense Pact », *Bloomberg*, 25 juin 2019.
- (9) Cité in Bob Woodward, *Fear. Trump in the White House*, New York, Simon & Schuster, 2018, p. 78.
- (10) Tony Corn, « Du colbertisme en Amérique », *La Revue des deux mondes*, novembre 2018 ; « Donald Trump et le retour de l'Histoire », *Le Débat*, no 198, février 2018.
- (11) La sortie du programme se déroulera progressivement jusqu'au 31 mars 2020, un mois avant que quatre batteries d'intercepteurs S-400 soient opérationnelles. La Turquie a déboursé 1,4 milliard de dollars pour l'acquisition des F-35. Quant à l'arrêt de la participation turque au programme, elle représentera une perte évaluée à 9 milliards pour l'industrie du pays.
- (12) En septembre 2019, ces sanctions n'avaient pas encore été imposées, les États-Unis cherchant à en reculer l'application afin de laisser une chance à une issue diplomatique.
- (13) Mehmet Yegin, « Turkey between NATO and Russia : The Failed Balance », *SWP Comment*, no 30, juin 2019.
- (14) KANA Research, *Southeastern Mediterranean and Balkan Monitor*, mai 2019. Une autre enquête établissait, en 2017, que seuls 23 % des Turcs avaient une attitude favorable envers l'OTAN (Pew Global Attitudes Survey, printemps 2017).
- (15) La question de l'attitude de l'OTAN en cas de conflit entre les États-Unis et la Chine (ou la Corée du Nord) est intéressante et peu souvent abordée. L'article 5 du Traité ne pourrait être déclenché si les États-Unis étaient victimes d'une « attaque armée » dans un tel conflit - à moins d'une escalade dans la zone décrite à l'article 6 (« Europe et Amérique du Nord »). Il est exact de dire que « si les tensions entre les États-Unis et la Chine devaient continuer à croître, les membres européens de l'OTAN (...) devraient alors être suffisamment forts pour pouvoir dissuader de manière crédible la Russie de considérer la préoccupation de l'Amérique pour l'Asie comme une occasion irrésistible de faire valoir son avantage géostratégique en Europe ». Andrew A. Michta, « Shoring Up NATO Is In Europe's Own Interest », *The American Interest*, 28 décembre 2018.
- (16) La Cour suprême est déjà à majorité conservatrice depuis 2019. Dans l'hypothèse d'une

nouvelle nomination de M. Trump, le président disposerait alors d'une majorité plus solide de juges favorable à ses vues.

(17) L'Allemagne est l'un des pays européens de l'OTAN participant au « partage des risques et des responsabilités nucléaires » : son aviation peut emporter des bombes nucléaires américaines B-61.

(18) Matthew Smith, Support for NATO falls in key European nations, YouGov, 3 avril 2019

(19) Cela ne signifie pas que Moscou cherche à tout prix la fin de l'OTAN : pour elle, l'existence de l'organisation est à la fois un bouc émissaire commode et, depuis toujours, une garantie de « contrôle » de la puissance allemande.

(20) Martin Farndale, « Could NATO cope without US forces ? », in Jane M. O. Sharp, Europe After an American Withdrawal. Economic and Military Issues, Oxford University Press, 1990, pp. 451-454.

(21) Sur la question nucléaire, voir Bruno Tertrais, « Will Europe Build Its Own Bomb ? », The Washington Quarterly, vol. 42, no 2, été 2019.

(22) Plus précisément, pour être à peu près assuré de vaincre la Russie dans un scénario régional (guerre limitée impliquant la Lituanie et la Pologne), entre 288 et 357 milliards. Douglas Barrie et al., Defending Europe : scenario-based capability requirements for NATO's European members, International Institute for Strategic Studies, avril 2019.

(23) The Economist, « Europe alone : July 2024 », 6 juillet 2019.

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE

□ □ THEME 3 - 1 : Socarenam dévoile les futurs patrouilleurs d'outre-mer

Source, journal ou site Internet : Mer et Marine

Date : 31 décembre 2019

Auteur : Vincent Groizeleau

Adressé par François Jouannet

Le chantier Socarenam de Boulogne-sur-Mer a dévoilé le 30 décembre, sur les réseaux sociaux, le design des six futurs patrouilleurs d'outre-mer (POM) de la Marine nationale. Livrables entre 2022 et 2025, ces bâtiments seront basés par paire en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à La Réunion. Ils remplaceront des patrouilleurs en fin de vie : les deux derniers P400 La Glorieuse et La Moqueuse, opérationnels depuis 1987 et stationnés à Nouméa ; Le Malin (ancien palangrier construit en 1997, saisi en 2004 après avoir été surpris en flagrant délit de pêche illicite dans les TAAF et transformé en patrouilleur pour La Réunion en 2011) et l'Arago, ancien bâtiment hydrographique basé à Papeete, mis en service en 1991 et converti en patrouilleur en 2002. Les POM permettront dans le même temps de combler les trous capacitaires que connaissent les territoires ultramarins depuis le désarmement d'anciens patrouilleurs qui n'ont pas encore été remplacés. Conçues avec les architectes marseillais de Mauric, ces unités constituent une version agrandie des trois patrouilleurs Antilles Guyane (PAG, ex-PLG), bâtiments de 60.8 mètres déjà construits par Socarenam et livrés entre 2016 et 2019, les deux premiers étant basés à Dégrad-des-Cannes et le troisième à Fort-de-France. Dotés comme eux d'une coque en acier et de superstructures en aluminium, les POM mesureront 80 mètres et pourront accueillir jusqu'à 53 personnes (contre 38, dont 24 marins pour les PAG) et auront une autonomie d'un mois sans ravitaillement. La principale différence réside dans l'intégration d'une plateforme et d'un abri permettant la mise en œuvre d'un drone aérien. Comme leurs aînés, les POM pourront mettre en œuvre deux grandes embarcations

semi-rigides, l'une au moyen d'une rampe à la poupe et l'autre sous bossoir, ici intégré dans une niche sur la superstructure. La plage arrière disposera d'une grue et pourra accueillir un conteneur de 20 pieds. Les POM seront dotés de deux radars de navigation et un canon à eau pour la lutte contre les incendies. En matière d'armement, les vues diffusées par Socarenam montrent deux affûts légers positionnés en décalé, comme les futures frégates de défense et d'intervention (FDI), à savoir un sur bâbord avant et l'autre sur tribord, à l'arrière de la passerelle panoramique. La plage avant semble néanmoins être suffisamment vaste pour accueillir une pièce plus grosse, comme le RapidFire de 40 mm que Thales et Nexter font tout pour vendre à la Marine nationale. Dans sa communication, Socarenam précise que le programme POM comprend également une période de maintien en condition opérationnelle de cinq ans après livraison des bâtiments. Elle sera assurée par la société bretonne CNN MCO, déjà en charge de la maintenance des PAG. Comme ceux-ci, les futurs patrouilleurs verront leur coque réalisée par le chantier Socarenam de Saint-Malo, l'armement des bâtiments allant être mené à bien par le site boulonnais du groupe.

□ □ THEME 3 - 2 : La Silicon Valley iranienne tente de survivre en dépit des sanctions

Source, journal ou site Internet : Orient XXI

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Paul Gasnier

Adressé par André Dulou et Elie Billaudaz

Les conséquences du renforcement des sanctions contre Téhéran visant à poursuivre la stratégie d'isolement économique apparaissent depuis la mi-novembre, avec en particulier la hausse du prix du carburant. Moins visible, le secteur des nouvelles technologies, qui incarne l'espoir de nombreux jeunes Iraniens, est également menacé par ces mesures coercitives. À Téhéran, le milieu de la « tech » s'interroge : pourra-t-il survivre à Donald Trump ?

L'adresse est difficile à trouver, l'immeuble un tantinet décrépit, mais arrivé au dernier étage, la vue panoramique sur les monts Alborz est unique. C'est dans ces bureaux surplombant la pollution des boulevards que Mohammad Reza Azali, 31 ans, a installé Tchrasa, un média consacré à l'actualité numérique en Iran. Mohamad Reza connaît la scène 2.0 iranienne comme personne. « *Commencer une entreprise ici, c'est du gâteau !* », lance-t-il, un sourire espiègle noyé dans sa barbe de hipster. « *Il suffit juste de trouver la bonne idée. Alors qu'en Europe ou aux États-Unis, tout existe déjà* ». Tchrasa a embauché trois personnes et fait travailler une vingtaine de rédacteurs réguliers. Une petite réussite pour un site créé il y a à peine quatre ans. Malgré cet optimisme de façade, Mohamad Reza est amer. Selon lui, la situation des start-up iraniennes est l'histoire d'une occasion manquée. « *Vous vous rendez compte, 100 millions de personnes dans la région parlent persan. Le potentiel est incroyable. L'infrastructure et le marché étaient là... Il ne manquait plus que l'étincelle* ». Cette étincelle qui aurait permis de faire décoller le secteur a failli arriver en juillet 2015. La signature de l'accord de Vienne sur le nucléaire entre l'Union européenne (UE), les États-Unis et l'Iran devait inaugurer une nouvelle ère de prospérité et un semblant de stabilité pour une République islamique étouffée par des décennies d'isolement économique. Avec cet accord historique, l'Iran espérait accueillir des capitaux étrangers afin qu'ils investissent dans sa naissante industrie numérique.

UN MARCHÉ CAPTIF DE 80 MILLIONS D'HABITANTS

L'interdiction faite aux entreprises américaines d'opérer en Iran du temps des administrations Bush et Obama avait paradoxalement favorisé l'éclosion de start-up iraniennes : celles-ci

pouvaient se développer sans concurrence étrangère. Elles se sont mises à reprendre les services proposés par les applications de la Silicon Valley. Des équivalents iraniens d'Uber, d'Amazon et d'eBay ont vu le jour, avec l'accord tacite du premier ministre Hassan Rouhani. Depuis son élection en 2013, 5 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) ont été investis pour développer l'infrastructure technologique et la 4G. Selon la Measuring Information Society of Iran, liée au gouvernement, plus de 72 % des foyers étaient connectés à internet en 2018, contre 21 % en 2013. L'Iran compterait aujourd'hui 6 500 startup, principalement basées à Téhéran. Selon les professionnels, le secteur du numérique représenterait 1 % du PIB iranien et emploierait 45 000 personnes. Le gouvernement a même mis en place des exemptions fiscales pour les jeunes entreprises du numérique. Elles bénéficient d'un accès au crédit à des taux préférentiels. Une politique en phase avec le programme économique libéral sur lequel Rouhani s'est fait élire. Objectif : atténuer la dépendance du pays aux exportations de pétrole, et offrir des opportunités aux jeunes, dont le taux de chômage oscille entre 25 et 30 %. Les startuppeurs pouvaient surtout compter sur un marché captif de 80 millions d'habitants dont plus de la moitié a moins de 30 ans, une jeunesse urbaine ultra connectée, et une diaspora éduquée qui commençait à revenir au pays. Une situation économique hors norme qui a permis au phénomène start-up de prospérer.

LA RÉCESSION DUE AUX SANCTIONS AMÉRICAINES

Mais cette croissance a été anéantie par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. En novembre 2018, le président américain rétablit les sanctions qui avaient été levées en 2016 à la suite de l'accord sur le nucléaire. La stratégie américaine de « pression maximale » pour isoler l'Iran a forcé les entreprises occidentales à quitter le pays, et porté un coup aux exportations de pétrole. Aujourd'hui, le pays est en récession, le rial se dévalue de jour en jour et l'inflation atteint un record de 40 %. En septembre 2019, les États-Unis ont annoncé de nouvelles sanctions en représailles des tensions dans le golfe d'Oman et de l'attaque des centres pétroliers saoudiens. Présentées par Donald Trump comme « *les plus sévères jamais infligées à un pays* », elles ont été accueillies comme un coup de grâce par de nombreux Iraniens. C'était avant l'annonce de la hausse du prix du carburant le 14 novembre dernier, déclenchant un vaste mouvement de révolte dans tout le pays. Lena Vafaey a 32 ans. Ces sanctions rongent son quotidien d'entrepreneuse. Après des études au Canada et à New York, elle est revenue en Iran il y a trois ans pour fonder Peeyade, une application qui géolocalise l'utilisateur et lui propose les loisirs les plus proches, avec un système d'avis participatifs. « *On a repris le modèle de Yelp* », l'application américaine originelle, explique-t-elle. Les 45 employés de Peeyade, dont une moitié de femmes, sont installés sur deux étages d'un vieil immeuble art déco. Cigarette au bec, ils inspectent des lignes de code, affalés dans des poufs, ordinateur sur les genoux. Les locaux pourraient être ceux de n'importe quelle start-up américaine. « *Les sanctions nous touchent de deux manières, soupire Lena, à cause de l'appréhension générale et de la baisse du niveau de vie, les Iraniens consomment moins de loisirs, ce qui nous fait perdre des clients. Et surtout, on ne peut pas utiliser les serveurs et les logiciels américains* ».

CONTOURNER LA CENSURE

Même si les sanctions écartent toute concurrence internationale, elles compliquent le quotidien des entrepreneurs. En effet, par peur d'enfreindre la loi, les entreprises américaines ne rendent pas leur technologie disponible en Iran. Lena n'a donc pas accès à la précieuse régie publicitaire Google Ads, ni à Google Analytics, un outil qui permet de mesurer l'audience d'un site en temps réel, ni aux services de *cloud* du géant américain. « *Du coup, on passe notre vie à faire*

des sauvegardes de nos bases de données... On n'a pas non plus le droit d'utiliser One Signal, le système qui permet d'envoyer des notifications sur les écrans des utilisateurs... » La liste des logiciels essentiels aux start-up mais interdits en Iran est sans fin : la plateforme GitLab, très populaire dans le monde de la tech, qui permet d'héberger des sites web ; le logiciel de développement Android, que les programmeurs utilisent pour créer des applications ; sans compter le logiciel Adobe pour créer des PDF, et de nombreux programmes antivirus... En mars 2018, Apple a bloqué l'accès à son magasin d'applications App Store pour les Iraniens. En février 2019, une centaine d'applications développées en Iran ont même été supprimées. Les Iraniens souhaitant télécharger des applications sur leur smartphone doivent utiliser un réseau privé virtuel (VPN), un serveur proxy qui permet de contourner la censure en modifiant la localisation de l'appareil à partir duquel on se connecte. « *Si j'étais étranger, je n'investirais pas en Iran* », conclut Lena. « *Le marché est trop instable et à cause des sanctions sur le système bancaire, on ne peut même pas exporter l'argent...* »

LE FUTUR « HUB » DU PROCHE-ORIENT ?

Les start-up qui se sont créées plus tôt et qui ont connu une forte croissance ont su amortir le choc des sanctions. L'entreprise qui fait office de modèle pour les jeunes entrepreneurs s'appelle Snapp, leader national du transport par voiture avec chauffeur (VTC). Autrement dit, la version locale d'Uber, dont les véhicules sont partout à Téhéran. Avec son millier d'employés, la société est installée dans les quartiers nord de la ville, où vit la jeunesse dorée. Mehrad Abdolrazagh, cadre chez Snapp, claironne : « *Pour nous, les sanctions sont une bonne nouvelle ! On n'a pas à se soucier de la concurrence d'Uber. Notre atout, c'est de connaître le marché local. Cela fait des années qu'on accumule des données sur les habitudes de consommation des Iraniens. Cela nous donne une avance considérable.* » Exemple de ce savoir-faire local, Snapp propose des conductrices pour les clientes conservatrices qui refuseraient d'être conduites par un homme. Avec deux millions de courses par jour, Snapp est l'une des cinq plus importantes applications de VTC au monde. Les bruits de couloir rapportent même qu'un ingénieur de Snapp aurait refusé une offre d'Uber de diriger la branche new-yorkaise du groupe pour créer sa propre boîte en Iran. « *Nous sommes une success-story d'après la Révolution... Une des rares !* », s'amuse-t-il. Malgré les illusions perdues et les difficultés auxquelles ces jeunes font face, beaucoup s'accrochent au rêve de voir l'Iran devenir la plateforme technologique (*hub*) du Proche-Orient. Mahshad Sobhani, diplômée d'une prestigieuse université canadienne, est rentrée au pays en 2018, juste avant les sanctions de Donald Trump, pour créer son entreprise de financement participatif. « *Dans les autres pays, les étudiants rejoignent une grande boîte de conseil pour y faire carrière. Mais en Iran, il n'y a pas de grand groupe. Cela incite les jeunes à créer leurs sociétés* ». Comme les autres petits prodiges de la tech, Mahshad garde la tête haute. Elle le jure, elle ne regrette pas d'avoir renoncé à une carrière en Occident pour créer sa société à Téhéran. « *Le jour où les sanctions seront levées, nous serons prêts* », parie-t-elle.

□ □ THEME 3 - 3 : Véhicules connectés : Bosch veut adapter les capteurs Lifar à une production de masse

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

La firme allemande Bosch fait un pas de plus dans l'industrie de l'automobile connectée. Le constructeur a ainsi déclaré ce jeudi avoir développé un capteur permettant aux voitures de disposer d'une vue tridimensionnelle de la route. A la clé : une réduction du coût de la technologie qui pourrait accélérer le développement des véhicules à conduite autonome, comme l'a expliqué la firme allemande. Le capteur de détection et télémétrie de la lumière développé en interne et basé sur le principe Lidar sera présenté au CES (Consumer Electronics Show) de Las Vegas. Combinés à des systèmes de caméra et de radar, les capteurs Lidar doivent s'imposer comme le troisième pilier des véhicules autonomes en permettant de générer une vue tridimensionnelle de la route et en renforçant de ce fait la sécurité, et donc la viabilité, de cette industrie naissante. Reste que la technologie Lidar, basée sur des capteurs de lumière, demeure une technologie relativement jeune qui est encore en évolution. Dans sa forme actuelle, elle s'avère toutefois trop coûteuse pour être déployée massivement. Cela pourrait toutefois changer. Bien que de nombreuses entreprises en démarrage travaillent sur le lidar, la participation de grands fournisseurs de confiance comme Bosch pourrait en effet contribuer à accélérer l'adoption de cette technologie. Avec le développement de ses nouveaux capteurs, « Bosch fait de la conduite automatisée une possibilité viable en premier lieu », tant sur le plan de la sécurité que sur le plan économique, a ainsi fait savoir Harald Kroeger, membre du conseil d'administration de Bosch, dans un communiqué diffusé par l'entreprise.

Le prix, cette grande inconnue

Si elle ne fournit pas de détails sur le calendrier, le prix estimé ou les détails technologiques de son propre capteur Lidar, la firme allemande a indiqué travailler actuellement à rendre les capteurs « prêts pour la production », rajoutant que l'accent sera mis sur une technologie « abordable pour le marché de masse ». Pour ce faire, la société mise beaucoup sur une meilleure organisation de sa production. « En exploitant les économies d'échelle, Bosch veut réduire le prix de cette technologie sophistiquée et la rendre adaptée au marché de masse », a ainsi fait savoir la direction du constructeur. Il s'agit d'un sacré pari pour ce dernier, qui doit impérativement faire baisser le prix de commercialisation de ce capteur afin de le rendre viable sur le plan économique. Son prix, attendu, reste en effet la grande inconnue pour les industriels des véhicules connectés. Rappelons en effet que, selon des analystes interrogés par l'agence Reuters, les dispositifs Lidar se vendent aujourd'hui à environ 10 000 dollars en quantité limitée, alors qu'ils devraient passer en-dessous de la barre des 200 dollars pour devenir viables sur le plan économique et être produit massivement. Le Lidar est aujourd'hui utilisé par des entreprises comme General Motors ou Waymo, le constructeur automobile de Google, tandis qu'Apple songe également à implémenter cette technologie au sein de ses propres véhicules connectés. Reste que le Lidar n'a pas bonne presse partout. En avril dernier, Elon Musk, le patron de Tesla, avait ainsi qualifié le lidar de « course folle » de par son coût trop important, "condamnant" n'importe quelle technologie basée dessus à l'échec. Les véhicules Tesla utilisent pour leur part des caméras et des radars comme système de vision pour l'auto-conduite.

□ □ THEME 3 - 4 : Les forces allemandes ont de gros soucis avec la disponibilité de leurs hélicoptères

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par François Jouannet

D'après les chiffres présentés par le député Thomas Gassilloud dans son dernier rapport pour avis sur les crédits destinés aux forces terrestres en 2020, les taux de disponibilité des appareils de l'Aviation légère de l'armée de Terre [ALAT] par rapport aux exigences des contrats opérationnels, s'ils sont toujours considérés comme insuffisants, se sont élevés, en 2019 et en moyenne à 47% pour les hélicoptères de manoeuvre et à 59% pour les hélicoptères d'attaque. Les prévisions pour cette année tablent sur des taux de disponibilité de respectivement 63% et de 72%. Or, outre-Rhin, la Bundeswehr est très loin d'atteindre de tels chiffres pour ses hélicoptères. Selon le quotidien Bild, qui a eu accès à des documents internes au ministère allemand de la Défense, 8 hélicoptères d'attaque Tigre [sur un total de 53] étaient en état de voler en novembre dernier. Et seulement 12 hélicoptères de transport NH-90 TTH [sur 99] étaient opérationnels. Selon Bild, la Bundeswehr estime que cette situation est le fait de l'industriel chargé du Maintien en condition opérationnel [MCO] de ces appareils, à savoir Airbus Helicopters Germany. L'entreprise « ne respecterait que partiellement ses obligations contractuelles », affirme le journal. Ce qui est « particulièrement problématique, car les deux systèmes d'armes sont très sensibles aux pannes et nécessitent beaucoup de maintenance », poursuit-il. Cependant, l'an passé, la Bundeswehr avait dû clouer au sol ses Tigre UHT [UnterstützungsHubschrauber Tiger] ainsi qu'une partie de ses NH-90 TTH après la découverte de boulons potentiellement défectueux au niveau du rotor de queue. Évidemment, de telles mesures n'ont pu qu'avoir des incidences sur la disponibilité de ces appareils. Reste que, selon Bild, le problème vient aussi du fait qu'Airbus Helicopters Germany retarderait régulièrement les contrôles périodiques de ces hélicoptères, ce qui aurait contraint la Bundeswehr à réduire de plus 20% le nombre d'heures de vol par appareil en 2019. Quoi qu'il en soit, cette faible disponibilité des Tigre UHT et des NH-90 TTH ne peut qu'affecter l'entraînement et la préparation opérationnelle des pilotes de la Bundeswehr... Cela étant, la situation va sans doute s'améliorer après que l'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement [OCCAR] a attribué à Airbus Helicopters, en décembre dernier, un contrat de soutien global trilatéral « visant à accroître le taux de disponibilité des hélicoptères Tigre exploités par les forces armées françaises, allemandes et espagnoles. » « Cet accord de soutien à long terme garantit la disponibilité et la facilité de maintenance du Tigre au-delà des dix prochaines années. [...] Il couvre des éléments critiques tels que l'amélioration continue et le traitement des obsolescences, ainsi que les réparations et la livraison des pièces de rechange garanties par tous les fournisseurs concernés. Il répond par ailleurs aux besoins individuels de chaque client, en fonction de ses scénarios opérationnels et de déploiement », avait expliqué Airbus Helicopters, à l'époque. Par exemple, s'agissant de la France, la disponibilité des pièces de rechanges destinées aux Tigre de l'ALAT sera désormais garantie jusqu'à 98% et l'approvisionnement en pièces neuves et autres consommables sera directement assuré par Airbus Helicopters.

4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

□ □THEME 4 - 1 : Message aux armées du général François

Lecointre – vœux aux armées

Source, journal ou site Internet : Défense

Date 2 janvier 2020

Auteur : CEMA

Adressé par Andr2 Dulou

Officiers, sous-officiers et officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs, d'active et de réserve, et personnels civils de la Défense,

À l'aube d'une nouvelle décennie, je tenais tout d'abord à saluer votre engagement sans faille tout au long de l'année écoulée. Ce même engagement qui, poussé à l'extrême, s'est traduit par la mort en service de 28 de nos camarades. 24 d'entre eux sont tombés au champ d'Honneur, pour la France, au service de la Liberté. Que leur exemple nous inspire l'humilité et la dignité de ceux qui n'agissent pas pour eux-mêmes mais pour le bien commun et l'honneur de nos armées. Je pense également à ceux qui, dans l'exercice de leurs missions, ont été blessés dans leur chair ou dans leur esprit. Je leur souhaite un prompt rétablissement, auquel ils pourront parvenir si et seulement si chacun d'entre nous leur prodigue le soutien et le réconfort pour les accompagner sur le chemin de la guérison. Leurs sacrifices consentis dans nos rangs nous obligent, ils sont nos « gueules cassées », ne les oublions pas. Que l'ensemble des familles de notre communauté militaire soit aussi associé à ces vœux, en particulier celles qui ont perdu un des leurs, ou qui leur est revenu meurtri. Je mesure la souffrance qu'elles doivent affronter au quotidien pour faire le deuil d'un être cher, ou soutenir celui qui a donné une partie de lui-même pour l'accomplissement de la mission. Que ces familles sachent pouvoir compter sur notre attention et notre fidèle soutien. Dans un monde caractérisé par un recours de plus en plus désinhibé à la violence, l'année 2020 ne manquera pas de solliciter notre efficacité opérationnelle, sur l'ensemble du spectre des compétences détenues par les armées, directions et services. Parce que les crises et conflits se multiplient et qu'ils évoluent de plus en plus rapidement, la France aura besoin de notre engagement résolu, généreux et courageux pour porter sa voix et défendre ses valeurs. Mesurant lors de chacun de mes déplacements votre détermination, y compris dans les moments tragiques, je vous redis ma fierté d'être à votre tête et vous assure de ma réelle confiance pour relever les défis à venir. Nous incarnons une institution très singulière, garante de la résilience de la France, et je suis pleinement conscient de ce que cela représente de sacrifices, d'efforts collectifs et permanents pour demeurer une armée de premier rang. À l'occasion de cette nouvelle année, je vous adresse mes vœux les plus sincères et chaleureux pour 2020. Je vous souhaite de larges satisfactions dans l'exercice de vos responsabilités, mais aussi de nombreuses joies personnelles, indispensables à l'épanouissement. Car c'est cet équilibre qui nous permet de garantir le plein engagement dans la défense de nos concitoyens. Naturellement, je vous demande de partager ces vœux avec vos familles : elles sont le ciment de notre communauté. Je n'oublie pas ceux d'entre vous qui restent engagés en ces périodes de fêtes, afin d'assurer la permanence de nos missions, que ce soit dans le cadre de la dissuasion, de la protection de notre territoire, des opérations en cours ou dans le service courant de nos unités. Confiant en votre sens du service et votre état d'esprit, je vous assure de mon entier dévouement à la tête de nos armées et nous souhaite la victoire dans les combats auxquels nous ne manquerons pas de faire face demain, pour le plus grand succès des armes de la France.

5/ ZONES DE CONFLITS

☐☐THEME 5 - 1 : Irak : la milice Hachd al-Chaabi, maillon de la chaîne iranienne dans la région

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Slavosh Ghazi

Adressé par André Dulou

La tension est montée d'un cran encore entre les États-Unis et l'Iran après l'attaque contre des positions de la milice irakienne Hachd al-Chaabi par les États-Unis, qui a provoqué une attaque contre l'ambassade américaine à Bagdad par ces manifestants irakiens. L'Iran soutient le groupe Hachd al-Chaabi et a réagi violemment aux attaques américaines. Les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite iranienne, et le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a le dernier mot dans les affaires extérieures et intérieures iraniennes, ont violemment dénoncé les attaques américaines et ont justifié les manifestations contre les États-Unis et l'ambassade américaine à Bagdad. Téhéran a convoqué le chargé d'affaires suisse, dont le pays représente les intérêts américains en Iran, pour protester contre les menaces du président Donald Trump contre l'Iran. Ali Khamenei a affirmé que l'Iran répondra avec détermination à toute menace contre son pays de la part des États-Unis.

Lutter contre Daech

La milice Hachd al-Chaabi a été créée avec le soutien de Téhéran pour lutter contre Daech en 2014. Elle a renforcé sa position ces dernières années au sein du système politique irakien. À tel point qu'elle joue désormais un rôle central pour la formation d'un gouvernement en Irak. Elle regroupe des fidèles à l'Iran et leurs principaux dirigeants sont liés à Téhéran. Une partie de ces forces faisait partie de la force Badre, qui combattait l'armée de Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988 aux côtés des Gardiens de la révolution iranienne. Aujourd'hui, ce groupe a été officiellement intégré au sein de l'armée irakienne avec une position de plus en plus prépondérante. Dans ces conditions, pourquoi les Américains ont pris pour cibles les positions de ces groupes ? Les positions attaquées par l'armée américaine sont situées à la frontière avec la Syrie. En contrôlant ces positions, la milice Hachd al-Chaabi contrôle l'axe entre l'Iran, l'Irak, la Syrie, et même le Liban. Ce qui permet à l'Iran d'aider le Hezbollah libanais et contrôler toute cette zone. Cela explique les attaques américaines mais aussi la violence de la réaction iranienne.

□ □ THEME 5 - 2 : Un total de 149 Palestiniens tués par des tirs israéliens en 2019

Source, journal ou site Internet : L'Expression

Date 2 janvier 2020

Auteur :

Adressé par André Dulou

Cent-quarante-neuf (149) Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens en 2019, principalement dans la bande de Ghaza, a déclaré un organisme palestinien. Le nombre de Palestiniens victimes de tirs d'arme à feu ou de bombardements israéliens en 2019 s'élève à 149, dont 112 habitants de la bande de Ghaza et 37 habitants de Cisjordanie, a indiqué Mohammed Sbeihat, secrétaire général du Rassemblement national des familles des martyrs palestiniens. La majorité de ces Palestiniens décédés étaient dans le début de la vingtaine, a-t-il dit, ajoutant que les autorités israéliennes retenaient toujours les corps de 15 d'entre eux par mesure de punition pour leurs familles. "Le nombre d'enfants tués s'est élevé à 33, ce qui représente environ 23 % du nombre total de morts, et une augmentation de 5 % par rapport à 2018", a précisé M. Sbeihat. Au total, 12 femmes palestiniennes ont été tuées par les tirs israéliens, a-t-il ajouté. "Le mois le plus meurtrier de l'année a été le mois de novembre, au cours duquel 44 Palestiniens ont été tués", selon M. Sbeihat. Au cours des cinq dernières années, 807 Palestiniens ont été tués par Israël, avec une moyenne de 161 par an, selon cet organisme palestinien. Cet

organisme est une agence gouvernementale qui assure des prestations sociales aux familles des Palestiniens tués par Israël depuis 1967.

□ □ THEME 5 - 3 : [Les manifestants se sont retirés du secteur de l'ambassade américaine de Bagdad](#)

Source, journal ou site Internet : [l'Orient le Jour](#)

Date : 1^{er} janvier 2020

Auteur : AFP

Adressé par André Dulou

Estimant que le "message" avait été "entendu", le puissant Hachd al-Chaabi a appelé ses partisans à relocaliser leur sit-in. Les manifestants pro-Iran ont quitté mercredi les abords de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, sur ordre des paramilitaires du Hachd al-Chaabi, mettant fin à un épisode de violence qui a culminé avec une attaque inédite contre la chancellerie. Si la violence a cessé à Bagdad, l'escalade entre l'Iran et les Etats-Unis, pays ennemis et tous deux puissances agissantes en Irak, se poursuit: le président Donald Trump a menacé de faire payer le "prix fort" à l'Iran accusé d'avoir "orchestré" l'attaque de son ambassade mardi, et Téhéran a convoqué le représentant de la Suisse chargée des intérêts américains en Iran. Estimant que le "message" des manifestants avait été "entendu", le puissant Hachd a appelé ses partisans à relocaliser leur sit-in hors de l'ultrasécurisée Zone verte à Bagdad, où siège l'ambassade américaine. Aussitôt, a constaté un photographe de l'AFP, les manifestants ont démonté les tentes installées la veille pour un sit-in, alors dit illimité après leur attaque contre la chancellerie pour dénoncer les raids américains contre des bases d'une faction pro-Iran qui ont fait 25 morts.

□ □ THEME 5 - 4 : [« Le terrorisme sahélien entre global et local »](#)

Source, journal ou site Internet : [Le Monde](#)

Date : 29 décembre 2019

Auteur : Mathieu Pellerin

Adressé par Elie Billaudaz

Mathieu Pellerin, chercheur à l'Institut français des relations internationales, livre son analyse en avant-première aux lecteurs du « Monde Afrique ».

L'adjectif « glocal » est souvent utilisé pour caractériser l'identité des groupes djihadistes à travers le monde. Ce prisme de lecture s'est naturalisé au point qu'il est inconcevable aujourd'hui de les considérer indépendamment du contexte social, politique et communautaire dans lequel ils évoluent. Ces groupes s'adaptent ou se transforment à la faveur d'événements locaux, nationaux et internationaux. Ils peuvent ainsi exploiter des contextes microlocaux marqués par des fractures sociales souvent communautaires, mais aussi statutaires et des injustices multiformes. Cette dernière configuration est la plus répandue au Sahel où l'engagement des individus dans le djihadisme relève moins de considérations religieuses que de situations sociopolitiques ou économiques. Trois principales configurations sont aujourd'hui dominantes au Sahel.

Injustices et libération des terres

Premièrement, l'engagement des individus dans le djihadisme est souvent le fruit de situations d'injustice réelles ou ressenties. Cela a permis aux groupes djihadistes d'étendre leur influence dans ces zones où existent de nombreuses formes locales d'injustice, comme le centre du Mali, le Soum ou encore l'est du Burkina Faso. Ces contextes révèlent une crise de la gouvernance des zones rurales, marquée par de nombreux conflits d'ordre foncier, souvent entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs, et aussi parfois entre agriculteurs ou éleveurs eux-mêmes.

La crise dans le centre du Mali s'explique en partie par ces conflits entre communautés historiquement complémentaires, mais qui sont devenues rivales du fait d'une pression foncière de plus en plus forte. Elle résulte simultanément des impacts de chocs climatiques, d'une croissance démographique particulièrement élevée et de politiques publiques qui négligent les éleveurs ou favorisent l'accaparement des terres par les élites. Des terres moins nombreuses et moins riches à partager entre toujours plus d'individus constituent les données d'une équation explosive qui pousse chaque communauté en rivalité à recourir aux armes. Cette crise de la ruralité s'accompagne souvent d'injustices frappant les populations les plus vulnérables, à savoir celles qui disposent d'un faible accès aux institutions étatiques, en particulier les Peuls transhumants. Ce contexte a sédimenté au fil des années jusqu'à devenir particulièrement mûr pour être récupéré par des groupes armés qui offrent la possibilité à des populations révoltées de s'insurger, avec les armes et une idéologie porteuse de sens. Il est frappant de constater dans l'ensemble des zones exposées à l'influence djihadiste que les prêches de ces groupes alternent entre religion, lutte contre les injustices et libération des terres.

Parapluie sécuritaire

Deuxièmement, l'engagement individuel ou communautaire dans le djihadisme résulte d'un besoin de sécurité ressenti. Les groupes djihadistes profitent en effet bien souvent de rapports communautaires déséquilibrés, où certains acteurs cherchent un parapluie sécuritaire pour affronter des hommes armés, qu'il s'agisse de groupes d'autodéfense, de groupes armés rebelles ou bien de communautés armées par des États.

Le ralliement à des groupes djihadistes par souci de protection constitue l'une des configurations les plus répandues au Sahel. Elle est bien évidemment essentielle pour appréhender la logique d'adhésion à ces groupes de certains Peuls du Gourma et surtout de Tillabéri. Il s'agit pour eux de se protéger face aux Touareg Imghad et Daoussahak qui ont formé ou rejoint des groupes armés, à savoir respectivement le GATIA, et le MNLA puis le MSA. Désormais, l'une des dynamiques principales de ralliement par protection s'opère face à l'engagement de groupes d'autodéfense plus ou moins soutenus par les autorités nationales sahéennes dans la lutte antiterroriste. Au nom de celle-ci, des communautés entières sont ciblées, à commencer par la communauté peule. Au Burkina Faso, en particulier dans le Soum et le Centre Nord depuis le début de l'année 2019, la multiplication d'opérations ciblant cette communauté pousse un nombre croissant de ses membres à rallier les groupes djihadistes en guise de solution de derniers recours. Lorsque ce n'est pas la protection, c'est par souci de vengeance contre les groupes d'autodéfense ou les Forces de défense et de sécurité que beaucoup se tournent vers ces groupes, notamment dans le centre du Mali ou le Sahel burkinabé. L'exclusion systémique et la stigmatisation de plus en plus généralisée de la communauté peule agissent comme une prophétie autoréalisatrice qui pousse ses membres à se faire justice dans les rangs jihadistes.

« Djihadisation » du banditisme

Une troisième dynamique d'engagement dans les groupes djihadistes est celle d'acteurs qui agissent comme mercenaires au profit des groupes djihadistes. Il peut s'agir de bandits, de

trafiquants, de braconniers ou de simples individus en quête d'un emploi rémunérateur. Dans l'est du Burkina, certains braconniers ont profité du développement des groupes djihadistes pour accentuer leurs attaques contre des gardes forestiers et leurs installations dans certaines aires protégées. Ces braconniers étaient auparavant des chasseurs qui ont basculé dans la chasse clandestine du fait de la mise en concession de réserves de chasse au profit d'une industrie touristique qui a très peu profité aux communautés locales. Derrière leur engagement opportuniste, il y a donc également une dimension insurrectionnelle contre un système les excluant.

Etant donné que la présence de bandes plus ou moins organisées de coupeurs de route est généralisée à tout le Sahel, ces bandits constituent un réservoir de recrutement considérable et de choix pour les groupes djihadistes. Déjà formés au maniement des armes, redoutés localement et maîtrisant généralement parfaitement la géographie de leur territoire, ils sont des acteurs rapidement mobilisables dans le cadre d'opérations armées. Loin de rester éternellement « *bandits* » ou « *trafiquants* », nombreux sont ceux qui entreprennent une réelle trajectoire de radicalisation. La « djihadisation » du banditisme est la dynamique la plus préoccupante pour le Sahel tant le réservoir de recrutements s'avère important. Si les motivations d'engagement au sein des groupes djihadistes apparaissent largement éloignées de la dimension religieuse, cela ne veut pas dire qu'elle ne compte pas. Les premiers acteurs d'une cellule djihadiste qui pénètrent une nouvelle zone sont bien souvent des idéologues qui commencent par conduire des prêches de manière discrète dans la zone ciblée dont ils sont originaires. Ce qui pourrait être qualifié de « noyau dur » des mouvements djihadistes assure la mise en place progressive des premières cellules, avant que celles-ci ne se chargent dans un second temps de recruter localement. Parmi ces recrues locales, dont nous avons vu que les facteurs d'engagement ne sont pas prioritairement religieux, leur adhésion au djihad peut intervenir dans un second temps, après leur enrôlement, une fois l'individu engagé dans une voie dont il lui est difficile de s'extraire autrement que par une arrestation ou une exécution, ou bien parce qu'il devient convaincu et que l'idéologie djihadiste lui apparaît comme la meilleure réponse face à la situation qui l'a conduit à prendre les armes. Plus que de djihadistes mus par un agenda religieux au Sahel, il convient de plus en plus de parler de groupes armés insurrectionnels aux agendas locaux, davantage d'ordres sociopolitiques ou économiques. Cela pourrait constituer une chance pour les Etats sahéliens s'ils venaient à envisager de négocier avec certains de ces acteurs sur ces aspects non religieux. Mais le temps joue en défaveur de cette solution négociée. A mesure que le temps passe et que des motivations religieuses gagnent les esprits des combattants, les conditions du dialogue se complexifient.

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

□ □ THEME 6 - 1 : La Grèce est-elle en train de devenir une colonie chinoise ?

Source, journal ou site Internet : Slate

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Alexandros Kottis

Adressé par André Dulou

Immobilier, énergies, banques, télécommunications... Depuis la crise économique, les investissements de l'empire du Milieu en terre hellène semblent sans limites.

Une réussite. À l'instant même où Xi Jinping pose le pied en terre hellène, le 10 novembre 2019, médias grecs et personnalités politiques se félicitent de ce moment historique. La seule présence du président de la République populaire de Chine ravit, excite et rassure les milieux

diplomatiques et économiques. La première visite d'un président chinois en Grèce depuis onze ans constitue un symbole fort des liens entre les deux pays. Une semaine auparavant, c'est le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis qui était en Chine à l'occasion du Forum économique de Shanghai pour promouvoir son pays, répétant à l'envi que *«la Grèce est ouverte pour le business»*. Le message est passé. Seize accords bilatéraux ont été signés entre les deux pays à l'occasion de la visite de Xi Jinping à Athènes. L'implantation de la Banque de Chine, l'exportation de kiwis grecs ou l'investissement chinois dans les projets énergétiques viennent, entre autres, s'inscrire dans une dynamique croissante des relations économiques.

«La Grèce tire profit de la matérialisation du rêve du président chinois, le Marco Polo du XXI^e siècle.» Nicolas Vernicos, président de la Chambre internationale de commerce en Grèce

Celles-ci ont pris une nouvelle ampleur en 2009 quand la société chinoise Cosco (China Ocean Shipping Company) est entrée au capital du Pirée, premier port de Grèce et l'un des plus importants de Méditerranée. En 2016, la compagnie chinoise en devenait le principal gestionnaire après avoir racheté 51% du port, et en détiendra bientôt 67%. Une implantation croissante et stratégique *«gagnant-gagnant»* selon les acteurs économiques et politiques du pays. *«La Grèce tire profit de la matérialisation du rêve du président chinois, le Marco Polo du XXI^e siècle»*, se réjouit Nicolas Vernicos, président de la Chambre internationale de commerce en Grèce. *«Xi Jinping veut laisser un héritage avec les routes de la soie et la Grèce se trouve sur cette route. Nous sommes une porte d'entrée en Europe.»* Une position géographique favorable évidente pour la Grèce, passerelle naturelle entre l'Orient et l'Occident et première terre européenne pour les navires atteignant la Méditerranée depuis le canal de Suez. Idéal pour écouler de la marchandise sur le vieux continent. En 2018, les exportations chinoises en Europe ont atteint 395 milliards d'euros et rien ne semble indiquer une diminution de ces chiffres.

Des visas d'or

L'objectif est clair pour Cosco: faire du Pirée le premier port commercial en Europe. Au total, les investissements devraient s'élever à plus d'un milliard d'euros, permettant le développement du port et d'infrastructures alentours – centre commercial, marina, hôtels de luxe – au sein d'un ambitieux *«Master Plan»*. *«Le management est meilleur, la productivité plus élevée. Les conséquences sont uniquement positives, personne ne se plaint en Grèce»*, assure Nicolas Vernicos, balayant d'un revers de main les réserves des riverains, les protestations des syndicats et les objections des archéologues quant à ce développement titanesque.

«La Grèce a besoin d'argent frais. Qu'il vienne de l'Antarctique ou des pingouins, peu importe.» Vaggelis Kteniadis, président de V2 Development

Pas question de critiquer les investissements chinois non plus dans les bureaux de V2 Development, l'une des principales agences immobilières de Grèce. Celle-ci connaît une croissance remarquable depuis le début du programme *«Golden Visa»*, permettant aux citoyens non-européens de bénéficier d'un visa européen en échange d'un investissement dans l'immobilier à hauteur de 250000 euros. Mis en place en 2014, ces *«visas d'or»* ont permis de faire entrer des liquidités dans un pays en pleine crise économique et sociale. *«La Grèce a besoin d'argent frais. Qu'il vienne de l'antarctique ou des pingouins, peu importe»*, tranche Vaggelis Kteniadis, président de V2 Development. Pour l'heure, il vient principalement de Chine. Sur les 17767 permis accordés depuis 2014, 12318 l'ont été à des investisseurs chinois et à leurs familles, d'après les chiffres d'Entreprise Greece, agence gouvernementale en charge des investissements en Grèce. La Chine représente, de loin, le premier pays bénéficiaire de ce programme, devant la Turquie et la Russie. Face au parlement grec, au cœur d'Athènes, les publicités invitant les investisseurs chinois à devenir propriétaires se sont multipliées. En

version originale. *«C'est insultant de devoir obtenir un visa pour voyager, estime Vaggelis Kteniadis. Avec ce programme, les gens peuvent ouvrir un business, développer les échanges commerciaux, employer des salariés»*, défend celui qui rêve de transformer la riviéra athénienne en nouvelle Côte d'Azur. Au risque de faire s'envoler le marché de l'immobilier. *«La quantité des Golden visas accordés a considérablement augmenté le prix des loyers»*, analyse Polyxeni Ntavarinou. Chercheuse au sein du département Asie à l'Institut des relations économiques internationales, elle estime que *«ça n'est pas une bonne chose. Dans certains quartiers, les locaux n'ont plus la possibilité de se loger»*. La transformation du parc immobilier s'accompagne d'une mise en location des biens sur des plateformes locatives courte-durée, faisant là encore grimper les prix. En octobre, la presse grecque révélait l'acquisition d'une centaine d'appartements au cœur d'Athènes par un seul propriétaire chinois, et c'est progressivement toute l'Attique qui se fait racheter.

Un cheval de Troie

Le domaine des énergies et des nouvelles technologies suscite également la convoitise de la Chine, prête à investir dans tous les secteurs de l'économie grecque. De quoi faire grincer des dents dans les capitales européennes, qui voient d'un mauvais œil l'omniprésence de l'empire du Milieu au sein de l'Union européenne. En juin 2017, la Grèce posait son veto à un communiqué de l'Union européenne dénonçant les atteintes de la Chine aux droits de l'Homme, à l'occasion d'un Conseil de l'ONU. Un précédent qui avait particulièrement agacé et fait craindre une politique diplomatique grecque alignée sur les investissements chinois. *«L'Europe voit la Grèce comme un cheval de Troie chinois»*, estime Polyxeni Ntavarinou. Dans une période où l'unité européenne s'effrite, l'ouverture des capitaux grecs à la Chine *«est mal perçue»* selon la chercheuse. *«La Grèce s'est sentie valorisée dans un moment où elle était considérée comme la brebis galeuse de l'Europe, où elle se pensait humiliée par ses partenaires européens. En investissant et en jouant sur une approche culturelle, d'une rencontre entre deux grandes civilisations, la Chine a permis à la Grèce de sentir importante. Elle l'a mise en valeur et donc en confiance.»* Alors qu'Emmanuel Macron s'inquiétait récemment, dans une interview à *The Economist*, de la souveraineté européenne en matière technologique et sécuritaire, la Grèce n'a pas fermé la porte à un accord avec Huawei pour le développement de la 5G dans le pays. *«Ces investissements sont comme un don du ciel pour la Grèce, et ceux qui les critiquent en sont jaloux»*, insiste Nicolas Vernicos. *«Pourquoi l'Afrique passe de colonie européenne à colonie chinoise? Parce que les Européens ne comprennent pas l'évolution du monde et se retirent»*, tente le président de la Chambre internationale de commerce.

«Il est normal que l'Union européenne mette la pression car elle veut protéger ses intérêts. La Grèce doit réussir à trouver un équilibre.» George Tzogopoulos, chercheur

Même son de cloche chez Vaggelis Kteniadis, particulièrement remonté: *«Il ne faut pas oublier que nous sommes un pays ruiné, et que ces pays qui critiquent les investissements chinois sont les mêmes qui ont gagné des milliards sur notre dos pendant la crise.»* En 2018, 589 millions des 4 milliards d'investissements étrangers directs en Grèce provenaient de Chine, faisant du pays asiatique un partenaire économique incontournable. *«Il est normal que l'Union européenne mette la pression car elle veut protéger ses intérêts. La Grèce doit réussir à trouver un équilibre»*, nuance George Tzogopoulos, chercheur à la Fondation hellénique pour la politique extérieure et européenne (Eliamep). *«Ces investissements sont indispensables. Il ne faut pas exclure la Chine mais il faut coopérer avec elle à l'échelle européenne.»* Maintenir l'équilibre entre l'Union européenne et la Chine, mais également les États-Unis, allié historique et partenaire économique majeur, tel est le périlleux objectif de la Grèce, d'autant plus important que la rhétorique agressive et expansionniste du voisin turc attise les tensions en Méditerranée. Pour la souveraineté, on repassera. Mais dans un pays sous domination ottomane pendant quatre cents ans, dirigé par des rois allemand puis danois pendant un siècle, accueillant des bases

américaines et soumis aux mémorandums européens, l'établissement chinois n'a finalement rien de surprenant.

□ □ THEME 6 - 2 : La poussiéreuse Beer-Sheva veut devenir la capitale israélienne de la cybersécurité

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date 30 décembre 2019

Auteur : Guillaume Serries

Adressé par Elie Billaudaz

A la terrasse d'un restaurant du très branché quartier Florentine, évoquer le cyber campus de Beer-Sheva fait sourire. C'est ici, à Tel-Aviv, que les startups et les VC se cotoient pour créer les pépites technologiques de demain. Poussière, pauvreté et chameaux. Voici ce que nombre d'israéliens pensent immédiatement quand on évoque devant eux le désert du Neguev et sa capitale, Beer-Sheva. Son maire actuel et depuis 2008, Rubik Danilovich, pense lui à IT, innovation et entrepreneuriat. "Je me souviens d'avoir grandi avec les stéréotypes, les préjugés et la condescendance" dit-il dans une interview accordée récemment à Forbes Israël. "Aujourd'hui, je regarde la ville et je vois de grands changements." Depuis 2013 cette ville abrite un complexe dédié à la cybersécurité qui inspire la France. Michel Van Den Berghe, le dirigeant d'Orange Cyberdefense, s'est rendu récemment sur place pour évaluer la faisabilité d'un projet identique en France.

Combinaison de facteurs

Il faut dire que si Israël est au coeur de l'industrie de la cyber sécurité, c'est qu'elle en est un acteur central. On dénombre 200 entreprises spécialisées dans la cyber sécurité en Israël. Le pays subissait en 2011 un rythme d'attaque de 1.000 cyber attaques par minute selon la BBC. Et le pays produit sa part d'effort dans le domaine de la cyberguerre. Une combinaison de facteurs permet d'expliquer la création de cette "cyber-vallée" qui émerge dans la région du Néguev depuis 6 ans. L'Université Ben Gourion, créée en 1969, est passée de 20 000 à 750 000 étudiants au cours des dix dernières années et est devenue leader dans le domaine de l'informatique. L'armée israélienne a installé certaines de ses unités sur place et la ville de Beer Sheva a créé un cyber parc et un incubateur orienté sur la cyber sécurité. C'est dans le parc high-tech de 35 hectares que se cotoient entreprises high-tech internationales et israéliennes et unités spécialisées de l'armée israélienne note le site Internet de la ville. Le parc couvre une superficie de 50 000 m². On trouve dans trois bâtiments 70 startups et des centres de R&D d'entreprises telles que Dell, IBM, Oracle, WIX, Mellanox, ou encore Deutsche Telecom. Ces entreprises emploient plus de 2 500 ingénieurs et professionnels de la technologie.

Un exemple d'aménagement du territoire

La construction du quatrième bâtiment est presque terminée, et il doit être opérationnel au cours du premier trimestre de 2020. Le parc aura alors une superficie totale de 200 000 m² et emploiera environ 10 000 personnes. Le parc a également un intérêt pour l'emploi local. "Dans la ville de Be'er-Sheva, plus de 8 000 étudiants étudient l'ingénierie à l'Université Ben-Gurion et au Sami Shamoon College of Engineering" note la même source. Sauf que ceci n'est pas tout à fait vrai. "Les entreprises sont implantées à Beer-Sheva parce qu'elles bénéficient de réduction de taxe. Mais les experts restent travailler à Tel Aviv" assure Michel Van Den Berghe. Reste que le cyber park est aussi un exemple d'aménagement du territoire. La ville de Beersheba était autrefois un projet d'implantation raté avec des "immigrants vivant dans des quartiers infestés par la drogue" note le Times of Israel. "Cela appartient au passé, grâce à d'importants

investissements gouvernementaux, à une ruée d'entreprises de haute technologie qui mettent en place des projets dans la région et à l'armée israélienne, qui transfèrent leurs installations technologiques et de formation vers la ville".

"Il y avait beaucoup de scepticisme au début"

"Il y avait beaucoup de scepticisme au début" explique Rubik Danilovich. "Les gens ne croyaient pas en nous, se moquaient de nous - ils ne croyaient pas que les entreprises voudraient venir au Néguev. Quand les gens ont vu notre enthousiasme et ont réalisé que nous étions sérieux, ils ont voulu participer." L'enjeu est de contruire un pont entre la recherche universitaire et la r&d des grandes entreprises. Un pont qui est même matérialisé depuis 2017 par une passerelle en forme d'hélice ADN qui relie le campus universitaire au parc technologique. "Ici, si un entrepreneur a besoin de réponses à ses questions ou s'il veut embaucher un employé, il se trouve littéralement de l'autre côté d'un pont de l'université. En quelques minutes, il pourrait embaucher un étudiant pour faire un travail précis ou trouver un consultant disponible pour s'occuper de toutes sortes de questions" explique Ziv Ofek, un entrepreneur local.

□ □THEME 6 - 3 : Etats-Unis : 2020, une année à quitter ou double pour Donald Trump

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date : 31 décembre 2019

Auteur : Roland Gauron

Adressé par Elie Billaudaz

Une mise en accusation devant le Sénat, un G7 à organiser et une présidentielle à gagner: l'agenda du président des États-Unis s'annonce chargé l'année prochaine.

L'année 2019 s'est plutôt mal terminée pour Donald Trump, qui est devenu le troisième président des États-Unis à être mis en accusation au Congrès. Son coup de téléphone au président ukrainien lui vaut deux chefs d'accusation - abus de pouvoir et entrave à la bonne marche du Congrès -, dont il devra répondre devant le Sénat, peut-être dès janvier. Jamais un président n'a été destitué par les sénateurs. Richard Nixon, lâché par les siens, avait préféré démissionner. Pour l'heure, la majorité fait bloc derrière le président. Au moins vingt républicains doivent faire défaut au Sénat pour inquiéter Donald Trump. Cela semble peu probable. Le président pourrait même profiter de l'opportunité pour mobiliser un peu plus sa base. Il a déjà laissé entendre qu'il utiliserait le procès comme tribune politique: «*Nous révélerons, pour la première fois, à quel point le système est corrompu. J'ai été élu pour "curer le marigot" et c'est ce que je fais!*» La mauvaise nouvelle pourrait venir de l'économie américaine avec un possible ralentissement de la croissance, voire une récession. Or le PIB sera scruté de près en cette année électorale. Depuis un siècle, aucun président des États-Unis n'a été réélu en période de récession. De nombreux économistes se sont inquiétés de cette perspective après la brève inversion de la courbe des taux cet été. Une configuration produite avant chaque crise économique aux États-Unis. L'inquiétude s'est quelque peu dissipée depuis la publication en fin d'année des bons chiffres de l'emploi. Les Danois de Saxo Bank prévoient tout de même la création d'une «America First Tax», une TVA de 25% sur les produits fabriqués à l'étranger. Cette taxe permettrait relancer un emploi manufacturier qui, d'après le *New York Times*, montre des signes d'essoufflement inquiétant, notamment dans les «swing states» du Midwest, où une courte victoire avait permis à Donald Trump d'accéder à la Maison-Blanche.

Un retour du G8?

Autre rendez-vous attendu en 2020, cette fois sur la scène internationale: le G7 aux États-Unis en juin. Donald Trump avait un temps songé à accueillir le sommet chez lui, dans l'un de ses golfs en Floride. Il y a finalement renoncé sous la pression. Le club des sept grandes puissances se retrouvera finalement dans le cadre plus conventionnel de Camp David, qui en avait déjà servi de cadre sept ans plus tôt. Après sa mémorable volte-face en 2016 à Ottawa, l'imprévisible président va-t-il à nouveau faire dérailler le sommet? L'été dernier, quelques jours avant de se rendre à Biarritz, Donald Trump n'avait pas caché son intention d'y convier Vladimir Poutine. «*Je pourrais certainement l'inviter*», avait-il répondu aux journalistes. Moscou a été exclu du sommet depuis l'annexion de la Crimée en 2014. L'annonce avait été fraîchement accueillie par ses alliés. «*Sans avancée claire et tangible sur le processus de Minsk, il ne peut y avoir une reformation du G8*», avait conditionné Emmanuel Macron. Pour le candidat, les choses sérieuses commenceront à partir de l'été. Le Parti républicain tiendra du 24 au 27 août sa convention nationale à Charlotte. Donald Trump y sera officiellement investi par ses pairs. Son investiture ne fait guère de doutes. Seuls deux candidats contestent formellement la nomination du président sortant. Joe Walsh et Bill Weld n'ont aucune chance de le détrôner. Le nom de son colistier sera également dévoilé en Caroline du Nord. Si l'ancienne ambassadrice Nikki Haley a un temps été annoncée sur le ticket présidentiel en vue de séduire l'électorat féminin, Donald Trump a coupé court à la rumeur fin novembre: «*Mike Pence est un grand vice-président. Il est notre homme à 100%.*» Le candidat retrouvera ensuite son adversaire démocrate lors de trois débats télévisés les 29 septembre, 15 octobre et 22 octobre. Mais son entourage a dernièrement laissé planer le doute sur son éventuelle participation. Le verdict des urnes, lui, est attendu au soir du 3 novembre. Si loin de l'échéance, les sondages ne constituent pas un indicateur fiable. En octobre, les chercheurs de Moody's analytics annonçaient de leur côté une large victoire de Donald Trump. Pour déterminer l'issue du scrutin, l'entreprise réputée pour sa fiabilité dans l'exercice s'appuie sur plusieurs indicateurs: prix du carburant, taux de chômage, cote de popularité... D'après les chercheurs, un bémol pourrait toutefois venir contrarier ce scénario: une mobilisation historique des électeurs démocrates. Dans ce cas de figure, Trump pourrait perdre dans trois des États clés du Midwest, le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie, ce qui annihilerait ses espoirs de second mandat. Là encore, Donald Trump peut se rassurer: si Moody's analytics a réussi à déterminer l'issue de quasiment toutes les présidentielles américaines depuis 1980, elle s'est toute même trompée une fois: en 2016.

□ □ THEME 6 - 4 : L'état-major taiwanais décimé dans un accident d'hélicoptère

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

Ce 2 janvier, le général Shen Yi-ming, le chef d'état-major des forces taiwanaises, devait entamer une tournée d'inspection précédant le Nouvel An lunaire en se rendant à la base de Dong'ao, située dans le district de Yilan [nord-est de l'île]. Malheureusement, son hélicoptère UH-60M Black Hawk, qui transportait 13 officiers de haut rang, n'est pas arrivé à destination. Ayant décollé peu avant 8 heures de la base de Songshan, près de Taïpeh, l'appareil aurait tenté un atterrissage d'urgence quelques minutes plus tard, alors qu'il survolait une zone montagneuse dans la région de Pinglin. Les secours arrivés sur les lieux ont réussi à dégager

cinq survivants de l'épave du Black Hawk. Mais l'accident a fait 8 tués, dont les généraux Shen Yi-ming, Yu Chin-wen [responsable du Political Warfare Bureau] et Hung Hung-chun [responsable du renseignement militaire]. Le général Shen avait pris ses fonctions de chef d'état-major des forces taïwanaises en juillet 2019, après avoir assuré le commandement de la RoCAF [Republic of China Air Force]. « Aujourd'hui est un jour triste. Plusieurs excellents généraux et militaires de nos forces armées sont morts dans cet accident. [...] Le chef d'état-major Shen Yi-ming était un général exceptionnel et compétent, et un chef aimé de tous. Sa disparition nous rend immensément triste », a réagi Tsai Ing-wen, la présidente de Taïwan. « Mes plus sincères condoléances vont aux militaires d'exception disparus aujourd'hui dans ce crash, ainsi qu'à leurs familles », a-t-elle ajouté. Et d'assurer que les autorités taïwanaises « feront tout [...] pour aider leurs familles en ce temps de deuil et pour déterminer les causes de l'accident. » Cet accident est survenu alors que la Chine exerce sur Taïwan, qu'elle considère comme étant une province rebelle, une pression militaire et diplomatique de plus en plus importante. D'ailleurs, pour son premier déploiement après sa mise en service, le CNS Shandong, le nouveau porte-avions chinois, a ainsi emprunté le détroit de Taiwan du sud vers le nord, avec son escorte, le 26 décembre, soit à quelques jours de l'élection présidentielle taïwanaise. « Il est de la responsabilité et du devoir des deux rives du détroit de maintenir la paix et la stabilité, et de travailler au bien-être des populations », avait alors réagi Taïpeh. Et un haut responsable de l'île avait estimé qu'il s'agissait d'une « manœuvre d'intimidation » visant les « électeurs taïwanais encore indécis. »

7/ SECURITE INTERIEURE

□ □ THEME 7 - 1 : Violences urbaines : ce vieux fléau du nouvel an

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date : 1^{er} janvier 2020

Auteur : Jean Chichizola

Adressé par Elie Billaudaz

Des centaines de voitures brûlées, des forces de l'ordre et des pompiers agressés... Ce sinistre rituel de la nuit de la Saint-Sylvestre a touché tout le territoire.

Une nouvelle décennie, mais un vieux fléau. Comme chaque année depuis les premières émeutes urbaines des années 1980, la nuit de la Saint-Sylvestre a connu son lot de voitures brûlées et d'agressions contre les pompiers ou les forces de l'ordre.

Depuis 2019, le ministère de l'Intérieur ne communique plus le nombre de voitures brûlées. Mais le phénomène est plus que jamais présent, et des centaines de véhicules sont partis en fumée dans la nuit de mardi à mercredi. Il y en avait eu au moins 600 l'an dernier, selon des estimations partielles et non officielles, 1 031 en 2018, 945 en 2017, 804 en 2016, 940 en 2015 et plus de 1 000 en 2014, en 2013 et en 2012. À l'heure du tout-info et des réseaux sociaux, briser le thermomètre ne sert de toute façon à rien: les vidéos, souvent impressionnantes par leur violence, sont à disposition, certains vidéastes souhaitant même une bonne année à leur audience sur fond de rires d'habitants hilares devant des véhicules en feu et des policiers agressés. L'Alsace s'est tristement distinguée avec un mort et onze blessés dans un jardin privé de Haguenau (Bas-Rhin) lors de l'explosion d'un « mortier » (gros pétard). Par ailleurs, plus de 200 véhicules (deux fois plus que l'an dernier) ont été incendiés à Strasbourg, une quarantaine de personnes ont été interpellées et plusieurs policiers et gendarmes ont été blessés par des jets de projectile. Les images tournées par des habitants montrent des scènes d'émeute, avec

notamment des tirs de pétards dangereux directement lancés sur les forces de l'ordre. Dans le Bas-Rhin, 50 personnes, dont 20 mineurs, ont par ailleurs été blessées aux mains, aux yeux, etc. par des pétards. Un phénomène que connaît aussi le Haut-Rhin (Colmar, Mulhouse). Les grandes agglomérations ont également été touchées partout en France: au moins 18 voitures brûlées à Toulouse (moins qu'en 2018), plus d'une dizaine à Vénissieux et Villeurbanne, en banlieue de Lyon. En région parisienne, un commissariat a été visé par un tir de «mortier», dans le Val-de-Marne, et 31 véhicules ont été incendiés dans les seules Yvelines. Par ailleurs, un homme âgé de 25 ans est mort à Paris après avoir chuté du haut du pont Royal sur le quai en contrebas. À noter que le vandalisme et les violences urbaines sont également connus outre-Quévrain avec plus de 200 interpellations et une vingtaine de véhicules détruits à Bruxelles. Mais le plus accablant dans ce bilan est de constater que ces violences touchent l'ensemble du pays et non les seules «très grandes villes». À Saint-Dié-des-Vosges (Vosges), une douzaine de voitures sont parties en fumée. À Soyaux, dans la banlieue d'Angoulême (Charente), plusieurs bennes à ordures et des voitures ont été incendiées. Au moins 36 autres ont subi le même sort à Limoges (Haute-Vienne) avec des jets de projectiles contre des policiers venus protéger les pompiers. Et la liste est loin d'être complète: deux voitures brûlées à Montélimar (l'incendie s'étant propagé à des coffrets de compteurs de gaz, entraînant des coupures pour des dizaines d'habitants) ou encore deux voitures à Annemasse (Haute-Savoie). Enfin, un événement plus inquiétant encore a eu lieu dans le quartier de la Mosson, à Montpellier, avec le signalement de tirs d'arme automatique vers 23 heures. Une balle perdue aurait même fini dans un appartement voisin sans faire de victimes. En espérant que l'incident ne fera pas école et que les armes à feu, qui circulent dans les quartiers sensibles, resteront au râtelier. Chaque année depuis plus de trente ans, les violences «festives» du 31 décembre rappellent la persistance de la crise des quartiers sensibles et des violences urbaines. Et le phénomène ne se limite pas aux moments de fête (14 Juillet, Nouvel An...). En début d'année, une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) concluait que, en moyenne, 110 voitures étaient brûlées chaque jour en France.

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

□ □THEME 8 - 1 : Des villes entières évacuées avant un nouveau pic de chaleur en Australie, ravagée par les incendies

Source, journal ou site Internet : Le Monde

Date : 2 janvier 2020

Auteur : avec AFP

Adressé par Elie Billaudaz

Les feux hors de contrôle qui ravagent le pays depuis plusieurs semaines ont provoqué la mort d'au moins huit personnes en deux jours et pris au piège de nombreux touristes.

En proie à de redoutables incendies, l'Etat australien de Nouvelle-Galles du Sud a déclaré jeudi 2 janvier l'état d'urgence pour une durée de sept jours. Cette mesure autorise notamment l'évacuation forcée d'habitants et de touristes se trouvant sur le littoral du sud-est du pays en prévision d'un nouveau pic de chaleur attendu samedi. « *Nous ne prenons pas ce genre de décisions à la légère, mais nous voulons nous assurer que toutes les mesures nécessaires sont prises pour nous préparer à ce qui pourrait être un horrible samedi* », a commenté Gladys Berejiklian, première ministre de Nouvelle-Galles du Sud. C'est la troisième fois que l'état d'urgence est déclaré dans cet Etat, le plus peuplé d'Australie, depuis le début de la saison des

incendies en septembre. L'annonce intervient après que les pompiers de Nouvelle-Galles du Sud ont demandé aux touristes de quitter une zone littorale de 300 km de long, allant de la ville de Nowra (située à 160 km au sud de Sydney) jusqu'à l'Etat de Victoria. Les habitants et les vacanciers se trouvant dans deux zones situées à l'intérieur des terres, notamment dans les touristiques Snowy Mountains, entre Canberra et Sydney, ont été incités à partir. Ces feux hors de contrôle, qui ravagent le pays depuis plusieurs semaines, ont provoqué la mort d'au moins dix-huit personnes depuis septembre. Ce bilan humain pourrait encore s'alourdir, les autorités de l'Etat de Victoria ayant déclaré jeudi que dix-sept personnes étaient portées disparues à travers son territoire.

Navires et avions militaires déployés

Le directeur adjoint du service des pompiers de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud, Rob Rogers, a déclaré que les pompiers étaient incapables d'éteindre ou même de contrôler les feux en cours : « *Le message, c'est qu'il y a tellement de feux dans cette zone que nous ne sommes pas en capacité de les contenir. On doit juste s'assurer qu'il n'y a plus personne sur leur chemin.* » Des navires et avions militaires ont été déployés, ainsi que des personnels d'urgence, pour convoier de l'aide humanitaire et évaluer les dégâts dans les régions les plus isolées. Deux navires sont arrivés jeudi matin dans la cité balnéaire de Mallacoota, où des personnes se sont réfugiées mardi sur la plage pour échapper aux flammes qui ont atteint la ville. Jusqu'à quatre mille personnes devraient être évacuées dans un premier temps. Ces opérations pourraient durer plusieurs semaines, selon des responsables. Depuis le début de la saison des incendies, plus de mille trois cents maisons ont été réduites en cendres et 5,5 millions d'hectares sont partis en fumée, soit une zone plus vaste qu'un pays comme le Danemark ou les Pays-Bas. Cette crise sans précédent a donné lieu à des manifestations pour demander au gouvernement de prendre des mesures immédiates contre le réchauffement climatique, qui serait, selon des scientifiques, à l'origine de ces incendies plus précoces, plus longs et plus violents que jamais. Le premier ministre, Scott Morrison, qui a renouvelé son soutien à la lucrative mais très polluante industrie du charbon australienne, est très critiqué. Jeudi, il a donné sa première conférence de presse depuis le regain des incendies, assurant qu'« *absolument tous les efforts* » sont déployés pour venir en aide aux habitants les plus touchés. Il a invité la population à faire « *confiance à tous ceux qui luttent contre les incendies* », tout en défendant sa politique en matière de changement climatique, qu'il a qualifiée de « *sensée* ».

Des glaciers de couleur caramel

La fumée des incendies de forêts en Australie est telle qu'elle a atteint la Nouvelle-Zélande, située à des milliers de kilomètres, où des glaciers habituellement blancs ont pris une nuance de couleur caramel, selon les services météo et des témoignages sur les réseaux sociaux. « *On peut voir clairement cette fumée, qui a parcouru environ 2 000 km à travers la mer de Tasman* », a tweeté le service néo-zélandais de prévisions météorologiques. « *Dans les régions les plus touchées, la visibilité est faible, 10 km* », selon la même source. Cette fumée, qui dégage une odeur âcre, est apparue dans la zone pour la première fois mercredi matin. Dans certaines régions, le soleil a pointé comme un globe rouge ou doré, en fonction de l'épaisseur du nuage toxique. Sur les réseaux sociaux, une Néo-Zélandaise, Rachel, a publié la photo du glacier Franz-Josef, dont le blanc immaculé a pris une teinte marron. L'acteur néo-zélandais Jemaine Clement a publié la photo d'un globe doré. « *Tout au long de la Nouvelle-Zélande, la fumée des incendies australiens dans l'atmosphère nous donne cet étrange soleil* », a-t-il commenté. Le monde du tennis va lever des fonds pour les victimes des incendies Le monde du tennis, qui entame traditionnellement sa saison en Australie, va lever des fonds pour les victimes des incendies dans l'île-continent, après un appel en ce sens du joueur australien Nicholas Kyrgios,

jeudi 2 janvier : « Allez @TennisAustralia ! Nous pouvons sûrement organiser un événement avant l'@AustralianOpen pour lever des fonds pour les victimes des incendies », a tweeté le joueur. Dans la foulée, Craig Tiley, le patron de Tennis Australia, la fédération australienne, a annoncé l'organisation d'« un certain nombre de levées de fonds et d'opérations de soutien pendant l'ATP Cup, l'Open d'Australie (20 janvier - 2 février) et d'autres épreuves durant les prochaines semaines ». Les incendies sont le sujet de discussions majeur avant l'ATP Cup, compétition par équipes qui commence vendredi à Brisbane (Est), Perth (Ouest) et Sydney (Sud-Est), dont l'air est pollué par un nuage de fumée toxique. Les organisateurs ont annoncé que des experts médicaux surveilleraient les conditions de jeu et que les matchs seraient suspendus si nécessaire.

□ □ THEME 8 - 2 : Le pétrole hésite après quatre semaines de hausse

Source, journal ou site Internet : le Figaro

Date : 30 décembre 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par André Dulou

Les prix du pétrole ont terminé en ordre dispersé lundi 30 décembre dans un marché tranquille, les investisseurs hésitant à s'engager franchement après quatre semaines de hausse et à l'approche de la fin de l'année. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, s'est apprécié de 28 cents, ou 0,4%, pour finir à 68,44 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour février a cédé 4 cents, ou 0,1%, pour finir à 61,68 dollars. Les cours sont bien montés en cours de séance, à Londres comme à New York, à des niveaux plus vus depuis les attaques sur les installations saoudiennes à la mi-septembre. « Mais ils se sont repliés en même temps que le reste des marchés financiers », a observé M. Smith en soulignant que les indices de Wall Street s'affichaient dans le rouge lundi. « Un accord commercial de phase un entre les États-Unis et la Chine, accompagné d'une extension des réductions de production de l'Opep, a largement soutenu la hausse des prix du brut » ces dernières semaines, a expliqué Benjamin Lu, analyste pour Phillip Futures. Si la trêve entre les deux premières puissances économiques mondiales se confirme, la demande en énergie devrait en effet repartir à la hausse tandis que l'offre sur le marché mondial devrait rester sous contrôle. Le marché restait aussi attentif à la situation en Irak, deuxième producteur de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Vendredi, 36 roquettes ont frappé une base américaine dans le centre du pays, tuant un sous-traitant américain et blessant des soldats américains. En représailles, les États-Unis (qui avaient promis une réponse « ferme » face à la multiplication d'attaques qu'ils attribuent à des factions pro-Iran) ont mené dimanche des raids aériens contre des bases d'une faction pro-Iran en Irak, suscitant l'indignation dans le pays. Par ailleurs, l'accès à un champ de pétrole irakien produisant 82.000 barils par jour a été bloqué ce week-end par des manifestants. Il s'agit de la première interruption du flux d'or noir en Irak depuis le début, le 1er octobre, d'une révolte inédite depuis des décennies contre le pouvoir accusé de corruption et d'incompétence, et son parrain iranien.

□ □ THEME 8 - 3 : Le projet de gazoduc Maroc-Nigéria au cœur d'une lutte informationnelle

Source, journal ou site Internet : Infoguerre

Date : 1^{er} janvier 2020

Auteur : Lola Gerber

Adressé par André Dulou

Le projet de gazoduc Maroc-Nigéria (ralliant le Nigéria au Maroc en traversant 14 pays) pourrait devenir une référence de relation Sud-Sud, tant au niveau économique que politique. Il permettrait de connecter les ressources gazières nigérianes aux pays de l'Afrique de l'Ouest et au Maroc pour desservir l'Europe par la suite. Il existe déjà deux gazoducs dans la zone Afrique du Nord-Ouest, le « West African Gas Pipeline », qui relie le Nigéria au Ghana, en passant par le Bénin et le Togo, et le gazoduc Maghreb-Europe (également nommé « Pedro Duran Farell ») qui relie l'Algérie à l'Europe via l'Espagne (Cordoue) en passant par le Déroit de Gibraltar et le Maroc. Le projet de gazoduc Maroc-Nigéria devrait donc relier le West African Gas Pipeline. Ce projet s'inscrit également dans la diplomatie ouest-africaine puisqu'il impliquerait la plupart des pays membres de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

La stratégie des acteurs impliqués

Le gazoduc Maroc-Nigéria devrait mesurer environ 5 660 kilomètres de long. Il longerait la côte Ouest Africaine en traversant ainsi 14 pays : Nigéria, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, les trois Guinée, la Gambie, le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc. Le prix est estimé pour l'instant entre 20 et 25 milliards de dollars. Ce projet a été annoncé en Décembre 2016, lors de la visite d'État du souverain marocain au Nigéria. En Mai 2017, des accords de coopération ont été signés à Rabat pour engager les deux parties à parrainer une étude de faisabilité (terminée en Juillet 2018) ainsi qu'une pré-étude des détails (FEED) rendue au premier trimestre 2019. En Juin 2018, des accords relatifs à sa construction sont signés à Rabat. Dans la phase de pré-études, il s'agit pour les États traversés et la CEDEAO de signer des accords relatifs à sa construction mais aussi de valider les volumes de gaz disponibles pour l'Europe et d'entamer les discussions avec les opérateurs du champ « Tortue » (ressources gazières) au large du Sénégal et de la Mauritanie (ces deux pays ont signé un accord en Décembre 2018 afin d'exploiter en commun le champ gazier Tortue-Ahmeyim) et approcher des clients européens. Les différents acteurs du projet estiment que celui-ci permettrait de booster les industries régionales, soutenir la création de pôles industriels, faciliter l'essor des secteurs de l'industrie, de la transformation alimentaire et des engrais, mais aussi d'améliorer la compétitivité des exportations entre pays africains. Il permettrait donc à l'Afrique de l'Ouest de s'auto-suffire dans ces domaines-là. Il faut rappeler également que ce projet de gazoduc s'inscrit après la découverte de gaz dans la province de l'Oriental Marocain, qui amène le Maroc à un plan gazier appelé « Gas to Power ». Différents acteurs sont mêlés autour de ce projet de gazoduc Maroc-Nigéria. Il a vu le jour sous l'impulsion tout d'abord du Maroc, à travers son souverain, Mohammed VI, et son Ministre de l'Énergie des Mines et du Développement durable, et du Nigéria à travers son Président, Muhammadu Buhari. Le Nigéria est le 22^{ème} producteur mondial de gaz, 5^{ème} exportateur dans le monde et premier en Afrique. La CEDEAO aura, elle, un rôle moteur dans la négociation des accords et l'encadrement de la construction du gazoduc dans la mesure où les États traversés par le gazoduc en font partie.

Les parties prenantes privées et les perturbateurs de la société civile

Des acteurs privés sont également impliqués jusqu'ici, notamment des cabinets britanniques comme Pempsen qui est intervenu dans l'étude de faisabilité et la pré-étude de détails du gazoduc. L'ONHYM (Office National des Hydrocarbures et des Mines du Maroc) et la NNPC (Nigerian National Petroleum Corporation) ont également joué un rôle prépondérant dans la

mesure où ils ont effectué le tracé du gazoduc, tracé offshore et onshore, ont choisi la société Pempsen et ont réalisé avec elle la première phase du projet avec la pré-étude de détails (FEED). Des banques internationales de développement vont également être sollicitées afin d'obtenir les financements du projet, pour accompagner les fonds souverains des deux pays qui sont pour le Maroc Ithmar Capital et pour le Nigéria le Nigerian Sovereign Investment Authority (NSIA). Des ONG ont d'ores et déjà commencé à dénoncer le projet pour plusieurs raisons à travers un collectif de 40 ONG. Elles adoptent une stratégie offensive en dénonçant les arguments économiques avancés par le Maroc et le Nigéria. Notamment, dans un communiqué appelé « Gazoduc Nigéria-Maroc : aucun intérêt pour nous », elles estiment qu'un tel gazoduc détruirait les moyens de subsistance de millions de personnes au regard des activités de pêche (détérioration du milieu marin) et donc entraînerait la privation de sources de revenus pour de nombreuses personnes. Ces ONG défendent aussi le fait que ce projet serait un gouffre financier entraînant l'augmentation de la dette des pays dans la mesure où 25 milliards de dollars ne seraient pas suffisants. Elles avancent également que la population ne profite aujourd'hui aucunement des infrastructures déjà en place du fait que les investisseurs étrangers rapatrient tout ou partie de leurs bénéfices.

Des rapports de forces économiques et diplomatiques entremêlés

Afin d'appuyer son projet, le Maroc met en avant le développement économique de l'Afrique de l'Ouest pour tendre à plus d'indépendance vis-à-vis de l'extérieur, notamment l'indépendance énergétique à travers le gaz. La construction d'un tel gazoduc permettrait l'électrification de la région et pourrait être bénéfique à plus de 300 millions de personnes. Également, un tel projet placerait la région comme nouveau pôle d'approvisionnement pour l'Europe face à la Russie, la Norvège et l'Algérie. En opposition aux arguments du Maroc, l'agence américaine de notation internationale Fitch Solutions a rendu public un rapport remettant en cause la pertinence du projet à cause des complications soulevées par le nombre de pays impliqués et de leur législation en vigueur. De nombreuses difficultés seront à surmonter lors de la mise en place d'un cadre politique, juridique, technique et financier global entre les 14 pays co, ainsi que la présence sur le marché européen déjà très concurrentiel de la Russie, de la Norvège et de l'Algérie. Le Maroc et l'Algérie[1] s'affrontent dans un rapport de force économique dans le cadre de l'exploitation conjointe d'un gazoduc dont le contrat de redevance doit être renégocié à l'horizon 2020. En effet, les redevances versées au Maroc pour le gazoduc Maghreb-Europe sont en baisse au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018, selon la Trésorerie générale du Royaume. Ainsi, l'annonce du futur projet lui donne une marge de manœuvre supplémentaire par rapport à Alger à propos d'une éventuelle renégociation des prix. La réalisation du projet de gazoduc Maroc-Nigéria risquerait de concurrencer ce gazoduc sur le long terme. Sur ce sujet sensible, l'Algérie est justement sous pression. Si au lendemain de sa réélection, le président nigérian annonçait officiellement la relance du projet de 2002 visant à construire un gazoduc reliant l'Algérie au Nigéria, ce dernier n'a pour renoncé à son partenariat avec Rabat.

Le Maroc à l'offensive

La diplomatie marocaine appuie ce projet afin d'obtenir une place prépondérante en Afrique du Nord et de l'Ouest. Dans le passé, le pouvoir marocain avait pris ses distances avec l'Union Africaine et la CEDEAO, notamment à cause de la question sahraouie. Depuis 15 ans, le Maroc mène une offensive politique et économique pour faire reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental et développer l'influence du royaume pour s'affirmer en tant que

puissance régionale. Or, le Nigéria soutenait l'indépendance du Sahara Occidental contrôlé par le Maroc. L'Afrique de l'Ouest est cependant le premier partenaire commercial du Maroc en étant la principale destination de ses exportations, et son premier fournisseur. Le Maroc a donc réintégré l'Union Africaine tout en étant toujours en phase de négociation pour la CEDEAO. Le Nigéria est un interlocuteur précieux pour Rabat puisqu'il est la deuxième économie du continent, après l'Afrique du Sud, et qu'il faut son accord pour intégrer la CEDEAO. Si le Maroc obtient une neutralité bienveillante sur ses ambitions africaines, son entrée dans la CEDEAO lui sera facilitée. L'annonce d'un projet en commun confirme le rapprochement de ces deux pays qui est stratégique pour les ambitions marocaines.

La concurrence entre le Maroc et l'Algérie

Si le Maroc et le Nigéria mènent à bien leur projet et arrivent à opérer une incursion sur le marché européen, ils se placeraient en leaders de la coopération Sud-Sud et permettraient de jeter les bases des aspirations panafricaines. L'Europe, dans ce projet, gagnerait aussi à élargir le panel de ses fournisseurs en gaz, dont elle est aujourd'hui très dépendante. Ces rapports de force illustrent la concurrence entre l'Algérie et le Maroc pour asseoir une sphère d'influence en Europe et dans la région nord-africaine. Ils démontrent aussi que le Nigéria joue un rôle de leader dans la région et que le développement énergétique de la région en dépend. Notons que la découverte récente de gaz dans la province de l'Oriental marocain pourrait aussi jouer en faveur du Maroc, puisque le Nigéria aurait encore plus intérêt à soutenir le gazoduc Maroc-Nigéria du fait de son besoin en gaz.

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

□ □THEME 9 - 1 : Carlos Ghosn avait plus d'un passeport dans son sac

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 2 janvier 2020

Auteur :

Adressé par André Dulou

Carlos Ghosn, l'ancien patron de Renault-Nissan, en fuite au Liban, avait bien deux passeports français, dont un sur lui. Ce type de disposition n'est pas inhabituel, mais concerne aussi d'autres personnes libérées sous caution. Selon une source judiciaire à l'agence Reuters, les autorités libanaises ont reçu d'Interpol un mandat d'arrêt international. Selon les informations de la chaîne publique japonaise NHK, outre les trois passeports gardés par ses avocats (français, brésilien et libanais), Carlos Ghosn possédait bien un quatrième passeport, son deuxième français. Une autorisation exceptionnelle du tribunal lui permettait d'en garder un sur lui dans un étui fermé par un code secret. Ce type de disposition sert de visa de court séjour dans l'archipel pour les déplacements internes. En cas de contrôle, Carlos Ghosn devait contacter l'avocat détenteur du code pour que celui-ci se déplace et ouvre l'étui contenant le passeport. En effet, M. Ghosn n'avait pas le droit d'aller à l'étranger, mais il vivait relativement libre de ses mouvements à l'intérieur du Japon, moyennant quelques restrictions de durée de séjour hors de la capitale.

Arrestations en Turquie

Toutefois, on ne sait toujours pas comment il a quitté le territoire japonais. La seule certitude, c'est qu'il a pris un jet privé d'Istanbul à Beyrouth et que son nom ne figurait pas sur la liste des passagers selon le journal turc *Hurriyet*. Selon la chaîne de télévision turque NTV, sept personnes ont été d'ailleurs interpellées à Istanbul où une enquête est ouverte pour comprendre les circonstances de cette escale. Dans le même temps, une perquisition a eu lieu à son domicile à Tokyo. Les procureurs japonais veulent comprendre comment Carlos Ghosn a pu échapper aux caméras de surveillance. La fuite de M. Ghosn a provoqué la consternation au Japon. Son départ illégal a aussi sidéré son équipe de défense qui juge cette attitude « *inexcusable* », même si elle dit comprendre les raisons de son mécontentement vis-à-vis de la justice japonaise.

La France n'extraderait pas M. Ghosn

En France, la secrétaire d'Etat française à l'Économie, Agnès Pannier-Runacher, affirme sur la chaîne BFMTV qu'il ne sera extradé s'il vient en France et que la France ne peut pas non plus demander à ce qu'il soit extradé du Liban : « *Nous ne pouvons pas utiliser un accord d'extradition dès lors que les éléments reprochés à Carlos Ghosn sont liés au Japon. Si M. Ghosn venait en France, nous n'extraderions pas M. Ghosn, parce que la France n'extrade jamais ses nationaux. Donc nous appliquons à M. Ghosn comme à Monsieur tout le monde les mêmes règles du jeu, mais cela ne nous empêche pas de penser que M. Ghosn n'a pas à se soustraire à la justice japonaise.* »

□ □ THEME 9 - 2 : Les avertissements de la Russie au reste du monde pour 2020

Source, journal ou site Internet : Slate

Date : 1^{er} janvier 2020

Auteur : Cyrille Bret

Adressé par Elie Billaudaz

Ces derniers jours, Moscou a adressé plusieurs messages à la communauté internationale sur ses intentions stratégiques pour les mois à venir.

En Russie orthodoxe, le Nouvel An précède Noël. Le calendrier julien, toujours privilégié par les autorités religieuses, le fixe au 7 janvier. De sorte que, entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier, au moment où l'Europe et les États-Unis s'adonnent aux plaisirs de la «trêve des confiseurs», la Russie est encore très active. Elle sait mettre à profit ce décalage entre calendriers; pour prendre l'avantage dans certains dossiers; pour rappeler ses priorités de l'année écoulée; et pour préparer l'année qui commence. Depuis quelques jours, le Kremlin adresse au monde plusieurs messages de fin d'année.

Relancer le processus de paix en Ukraine

Le plus humanitaire concerne l'Ukraine. Le dimanche 29 décembre, un nouvel échange de prisonniers a eu lieu entre Moscou et Kiev. La dynamique de négociation, à l'arrêt depuis 2016, est prometteuse. Depuis un premier échange de soixante-dix prisonniers le 7 septembre dernier et la reprise des discussions en format Normandie le 9 décembre à Paris, Vladimir Poutine semble concéder au nouveau président ukrainien des marges d'action nécessaires pour préparer son opinion à des compromis sur l'est de l'Ukraine. Mais, même si les signes d'apaisement pour 2020 sont appréciables, le rappel de fin d'année est clair: la Russie ne transigera pas sur la Crimée.

Renforcer les alliances avec la Chine et l'Iran dans le Pacifique

Russie orthodoxe, Iran chiite et Chine taoïste et bouddhiste ont également choisi la période des fêtes (catholiques et protestantes) pour réaliser des exercices militaires d'ampleur dans l'océan Indien, du 27 au 30 décembre. En déployant conjointement leurs flottes dans cette partie de l'espace maritime, les trois États ont formulé plusieurs mises en garde pour 2020. Premièrement, la mer d'Oman et le Golfe arabo-persique, zones cruciales pour le trafic maritime mondial, ne sont pas des arrières-cours américaines. Deuxièmement, l'Iran sera soutenu sur les mers et au Conseil de sécurité des Nations unies par ces deux grandes puissances nucléaires, navales et diplomatiques. Pour les États-Unis, 2020 sera peut-être l'année de l'apaisement dans les relations commerciales avec la Chine. Mais elle ne sera pas celle du relâchement dans les partenariats stratégiques de la Russie avec la Chine et l'Iran.

Prendre l'avantage dans la course aux armements

La période a aussi été choisie par la Russie pour concrétiser plusieurs projets d'armement annoncés en mars 2018 par le président russe. En particulier, elle a largement exposé la mise au point du complexe Avangard, système aérien sans pilote capable de voler à une vitesse de 27 fois celle du son, de changer de cap à l'approche de sa cible et donc de transpercer les systèmes actuels de défense anti-aérienne. Comme le retrait du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), cela remet en cause les équilibres stratégiques en Europe issus des Accords d'Helsinki en 1975. Là encore, l'annonce pour 2020 est limpide: la Russie ne renoncera pas à son statut de leader dans le domaine des armements stratégiques, pour son propre usage comme dans le commerce international. Et elle poussera son avantage si elle le peut afin de rattraper le retard pris durant la période d'humiliation des années 1990-2000.

Rappeler son poids dans la guerre en Syrie

La Russie vient également de rappeler une fois encore le rôle central qu'elle a reconquis en Syrie et au Moyen-Orient depuis 2015. Elle donne un soutien aérien essentiel au régime al-Assad dans les opérations qu'il a déclenchées dans la zone d'Idleb depuis la mi-décembre. Là encore, la Russie prend date pour 2020: l'année sera peut-être marquée par un processus politique de sortie de guerre en Syrie. Mais ce sera dans les conditions de la Russie et sous son égide. Voici la France, les États-Unis et l'Union européenne tout particulièrement avertis pour 2020: la tentation du nombrilisme politique peut être grande. Réforme des retraites et municipales en France, guerre commerciale et campagne électorale présidentielle pour les États-Unis, mise en place de la nouvelle Commission pour l'Europe. Les cartes de vœux que vient de leur adresser le président russe sont claires: le choix d'un repli sur soi risque de se payer d'un surcroît d'activité russe dans l'est de l'Europe, au Moyen-Orient et en Asie.

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

□ □ THEME 10 - 1 : Google mise sur l'IA pour lutter contre le cancer du sein

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Campbell Kwan

Adressé par Elie Billaudaz

Google mise tout sur l'intelligence artificielle (IA). Le géant américain, qui s'intéresse de près au secteur de la santé, a travaillé avec des partenaires de recherche clinique au Royaume-Uni et aux États-Unis pour évaluer si l'intelligence artificielle pouvait être utilisée pour améliorer la détection du cancer du sein. En collaboration avec le Centre impérial de recherche sur le cancer

du Royaume-Uni, l'Université Northwestern et le Royal Surrey County Hospital, Google a créé un modèle d'IA pour la lecture des mammographies, qui sont des radiographies du sein, afin d'aider les radiologues à repérer plus précisément les signes du cancer du sein. Selon l'American Cancer Society, les mammographies omettent environ 20 % des cancers du sein aux Etats-Unis, et les faux positifs sont fréquents, ce qui fait que les femmes sont rappelées pour d'autres examens, parfois même des biopsies.

Des analyses humaines parfois défaillantes

La situation est donc bloquée. « La lecture de ces images radiologiques est une tâche difficile, même pour les experts, et peut souvent donner lieu à la fois à des faux positifs et à des faux négatifs. En retour, ces inexactitudes peuvent entraîner des retards dans la détection et le traitement, un stress inutile pour les patients et une charge de travail plus importante pour les radiologues qui sont déjà en pénurie », a déclaré Google. Mais tout pourrait changer avec l'IA. Le modèle d'IA de Google a été formé sur un ensemble de données représentatif, composé de mammographies désidentifiées de plus de 76 000 femmes au Royaume-Uni et de plus de 15 000 femmes aux Etats-Unis, pour voir s'il pouvait apprendre à repérer les signes de cancer du sein dans les scans. Pour déterminer sa précision, le modèle a été testé avec un ensemble distinct de mammographies dont le diagnostic était déjà connu. Ses résultats ont ensuite été comparés aux performances des radiologues qui avaient initialement lu les radiographies. Selon Google, les résultats du modèle ont été meilleurs que ceux des radiologues des deux pays. A partir de la lecture des radiographies de 3 000 femmes aux Etats-Unis, le modèle a produit une réduction de 5,7 % des faux positifs et une réduction de 9,4 % des faux négatifs. Sur 25 000 mammographies réalisées au Royaume-Uni, le système a permis de réduire les faux négatifs de 2,7 % et les faux positifs de 1,2 %.

Un modèle très performant

Le modèle d'IA a également réussi à atteindre ces objectifs, a déclaré Google, malgré le fait qu'il disposait de moins d'informations que les experts humains au moment de prendre ses décisions. Les experts humains avaient accès aux antécédents des patientes et aux mammographies antérieures, alors que le modèle ne traitait que la mammographie anonyme la plus récente, sans information supplémentaire. Google a également effectué un test distinct pour voir si le modèle pouvait faire des lectures à partir des données de mammographie généralisée. Dans ce test séparé, Google a formé le modèle uniquement sur les données des femmes au Royaume-Uni, puis l'a évalué sur l'ensemble des données des femmes aux Etats-Unis. Il en a résulté une réduction de 3,5 % des faux positifs et de 8,1 % des faux négatifs, ce qui montre que le modèle a continué à donner des résultats supérieurs à ceux des experts, même s'il n'utilisait que des données de mammographie généralisées. « En attendant les applications futures, il y a des signes prometteurs que le modèle pourrait potentiellement augmenter la précision et l'efficacité des programmes de dépistage, ainsi que réduire les temps d'attente et le stress des patients », a déclaré la direction du géant américain. Reste que Google n'a pas été le seul à développer des projets d'IA pour la détection du cancer. En juillet, IBM a publié trois projets d'IA adaptés au défi que représente la guérison du cancer pour la communauté des logiciels libres.

[□ □ THEME 10 - 2 : IA : Séoul se dote de caméras détectant les crimes avant qu'ils ne soient commis](#)

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Cho Mu-Hyun

Adressé par Elie Billaudaz

Les autorités sud-coréennes veulent s'appuyer sur l'intelligence artificielle pour lutter plus efficacement contre le crime. Des caméras dotées d'un logiciel d'intelligence artificielle (IA) seront ainsi installées à Séoul au cours de l'année, comme l'a fait savoir le gouvernement sud-coréen. Leur particularité ? Elles seront tout bonnement capables de détecter la probabilité d'un crime. Le district de Seocho, la capitale de la Corée du Sud, et l'Institut de recherche en électronique et en télécommunications (ERTI), un institut national de recherche, ont en effet déclaré vouloir installer 3 000 caméras dans le district d'ici juillet. Ces caméras utiliseront un logiciel d'IA qui traite l'emplacement, l'heure et le comportement des passants pour mesurer la probabilité qu'un crime soit commis. Pour ce faire, ces caméras mesureront automatiquement si quelqu'un marche normalement ou suit quelqu'un. Elles détecteront également ce que les passants portent (chapeau, masque, lunettes, etc.) et ce qu'ils portent sur eux (sacs, objets dangereux susceptibles d'être utilisés pour commettre un crime). Les caméras tiendront également compte du fait qu'il fait jour ou nuit pour affiner leurs analyses.

De la science-fiction à la réalité

Grâce à toute cette masse d'informations, ces nouvelles caméras intelligentes, dont le principe emprunte autant à l'IA qu'à Minority Report, seront capables de déduire la probabilité qu'un crime ait lieu. Si le taux dépasse un certain seuil, les caméras alerteront le bureau de district et les postes de police voisins pour qu'ils envoient du personnel sur les lieux. A l'avenir, le district de Seocho et ETRI prévoient d'analyser 20 000 contenus (éléments de condamnation ou images de crime) pour déduire des modèles de crime que le logiciel d'IA pourra mémoriser. Les caméras pourront comparer si ce qui est filmé actuellement correspond à des modèles de criminalité antérieurs. « Cela fonctionnera comme une forme de déjà-vu », a expliqué un porte-parole de l'ETRI. Le logiciel d'IA est toujours en développement et la version complète sera terminée d'ici 2022, a déclaré l'institut. Les caméras avec ses capacités seront éventuellement étendues à d'autres districts de Séoul ainsi qu'à d'autres provinces, a ajouté la direction de l'institut. Celui-ci est par ailleurs en train de développer un logiciel de ré-identification des personnes qui sera utilisé pour les délinquants sexuels munis de bracelets électroniques.

□ □ **THEME 10 - 3 : 5G : les autorités lancent officiellement**

l'appel d'offres

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 31 décembre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

Cela faisait des mois qu'ils l'attendaient. Les opérateurs peuvent désormais transmettre leurs offres dans le cadre de l'appel à candidatures pour l'attribution de fréquences 5G sur la bande des 3,5 GHz, alors que ses modalités ainsi que l'arrêté lançant la procédure d'attribution ont été publiés ce mardi au Journal Officiel. « Les acteurs sont invités à déposer leur dossier de candidature à l'Arcep avant le 25 février 2020 à 12h00 », a ainsi fait savoir l'Arcep, le gendarme des télécommunications, qui supervisera l'ensemble de la procédure devant déboucher sur une répartition des fréquences dévolues à la 5G au cours du mois de juin prochain. Pour rappel, la secrétaire d'Etat auprès du ministère de l'Economie et des Finances, Agnès Pannier-Runacher a indiqué au cours du mois de novembre dernier que l'ensemble du

spectre concerné par le futur appel d'offres (qui concerne donc 310 MHz de fréquences sur la bande des 3,5 GHz) se négociera au minimum à 2,17 milliards d'euros.

Un ticket d'entrée à 350 millions d'euros pour les opérateurs

Dans le détail, les opérateurs pourront tout d'abord s'offrir un bloc de 50 MHz chacun pour la somme fixe de 350 millions d'euros, avant, dans un second temps, de livrer bataille pour le reliquat de 110 MHz, en se disputant chaque bloc de 10 MHz aux enchères à partir d'un tarif minimal de 70 millions d'euros. A noter que l'ensemble de l'appel d'offres, dont le plan d'attaque avait été rendu public dès le mois de septembre par l'Arcep, devrait être bouclé au printemps prochain. L'instruction des dossiers présentés par les candidats devrait débuter au cours du mois de mars prochain sous l'égide de l'Arcep. A la fin du mois de mars, l'Autorité rendra ses arbitrages et attribuera les premiers blocs fixes de fréquences 5G, avant de procéder aux enchères à proprement parler au cours du mois de mai, avant de finaliser l'ensemble de la procédure au cours du mois de juin prochain. Interrogé fin décembre par la Commission des affaires économiques du Sénat, le président-directeur général de l'opérateur historique Orange, Stéphane Richard, s'est dit satisfait du prix de réserve fixé par les autorités, à savoir 2,17 milliards d'euros pour l'ensemble des 310 MHz de fréquences concernées par la procédure. « Je trouve que, globalement, le compromis trouvé par les autorités est assez correct et acceptable », a fait savoir ce dernier aux sénateurs. « Evidemment les opérateurs vont pleurer en trouvant que le prix de réserve fixé est trop cher mais je trouve pour ma part qu'il s'agit d'un compromis qui est finalement assez acceptable », a-t-il estimé.

□ □ THEME 10 - 4 : Microsoft démantèle un réseau de Hackers nord-coréens

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 31 décembre 2019

Auteur : avec Agence Eurêka presse

Adressé par Elie Billaudaz

Sur son blog officiel, Microsoft annonce qu'il a obtenu l'autorisation, par la cour fédérale de Virginie, de prendre le contrôle de 50 domaines gérés par Thallium, un groupe de hackers nord-coréens. Ces derniers s'en sont pris à des défenseurs des droits de l'homme et des personnalités de la société civile en usurpant des marques et des propriétés de Microsoft. Au départ, une attaque sous la forme de « phishing » avec un faux email de Microsoft pour ainsi récupérer les identifiants, les mots de passe et les coordonnées des victimes. « *Ce réseau infectait les ordinateurs des victimes, compromettait leur sécurité en ligne et volait des informations sensibles* » explique Tom Burt, vice-président de Microsoft en charge de la sécurité des clients. « *Leurs cibles comprenaient des employés du gouvernement, de think tank et d'universités, des membres d'organisations engagées pour la paix et les droits de l'homme, et des personnes qui travaillent sur les questions de prolifération nucléaire. La plupart vivent aux Etats-Unis, ainsi qu'au Japon et en Corée du Nord.* » Toujours dans son billet, Microsoft révèle que c'est la quatrième fois qu'il prend des mesures contre un groupe lié à un Etat, rappelant que des groupes similaires à Thallium avaient œuvré en Chine, en Russie et en Iran.

□ □ THEME 10 - 5 : Orange presse l'Arcep d'accélérer la fin du cuivre

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 30 décembre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

Début décembre, l'opérateur historique confirmait enfin ce qui était encore un secret de polichinelle : la messe est d'ores et déjà dite pour le réseau cuivre, qui devrait peu à peu s'éteindre à compter de 2023 pour disparaître complètement à l'horizon 2030. "Cela se fera de manière très progressive de façon à accompagner l'ensemble des utilisateurs du réseau dans la transition vers la fibre : après une première phase d'expérimentation, le décommissionnement du cuivre démarrera dès 2023 et devrait aboutir en 2030", a ainsi précisé l'état-major de l'opérateur historique - à qui les autorités ont délégué de longue date la charge du service universel - en marge de la présentation de son plan stratégique Engage 2025, qui doit le porter au cours des prochaines années. Pour l'opérateur, qui investit environ 500 millions d'euros par an dans l'entretien de son réseau cuivre, le sort du réseau est acté et l'heure est désormais à la fibre optique. "Il faut que chacun comprenne qu'on ne va pas garder indéfiniment deux réseaux fixe en France : un réseau de fibre optique avec une boucle locale et un réseau cuivre", a ainsi fait savoir le président-directeur général de l'opérateur historique, Stéphane Richard, lors d'une audition au Sénat tenue fin décembre.

2023, une échéance trop lointaine pour Orange

Priorité est donc donnée au développement de la fibre optique. Alors qu'en France, Orange l'opérateur historique vise les 23 millions de foyers raccordés au FttH d'ici 2023, dont 19 en propre, sa direction a d'ores et déjà commencé à organiser le lent déclin de son réseau cuivre. "La période actuelle est celle d'un décommissionnement du cuivre, c'est à dire l'extinction et le retrait du cuivre. C'est un processus qui a déjà commencé : dans les quatre dernières années, nous avons déjà compacté et retiré 80 000 tonnes de cuivre de nos réseaux en France, dans les zones très denses en particulier", expliquait Stéphane Richard, qui presse l'Arcep pour que les opérations de décommissionnement du cuivre débutent avant même l'échéance fixée officiellement à 2023. "Nous avons un délai de cinq ans entre le délai où on peut annoncer l'arrêt du cuivre et son retrait effectif. Nous pensons d'ailleurs que ce délai de 5 ans est trop long, car quand on a dix ans devant soi l'échelle n'est pas bonne. On a envoyé un message tout à fait officiel à l'Arcep pour lui demander de raccourcir ce délai afin de pouvoir s'engager de façon plus volontaire dans la mise en oeuvre de l'extinction du cuivre à l'horizon 2030", a-t-il indiqué. Mais pourquoi tant d'empressement du côté d'Orange ? L'opérateur met en avant le coût d'entretien de ce réseau cuivre et la charge que cette mission de service universel fait peser sur lui alors que la concurrence se fait de plus en plus dure sur le front des télécoms. Son PDG se veut encore plus lapidaire. "Le service universel ne nous rapporte que des coûts et beaucoup d'ennuis et quand on n'est pas dans la plaque en plus on est sanctionné pour des montants astronomiques", a-t-il regretté devant un parterre de sénateurs, sonnante ainsi le glas annoncé d'un réseau qui devrait bientôt appartenir au passé.

11/ JOUR Par JOUR ... le 2 janvier 2020

□ □ THEME 11 - 1 : Evénements dont c'est aujourd'hui l'anniversaire

Source, journal ou site Internet : éphéméride jour

Date : janvier 2020

Auteur :

Adressé par André Dulou

- 2005 : Près de deux milliards de dollars, un record, ont déjà été débloqués afin d'aider les victimes du tsunami, une semaine après la catastrophe.
- 2002 : Zacarias Moussaoui, premier inculpé dans l'enquête sur les attentats du 11-Septembre, plaide non coupable des charges retenues contre lui.
- 1997 : Le cycliste espagnol Miguel Indurain met fin à sa carrière sportive, marquée par cinq victoires consécutives dans le Tour de France.
- 1996 : Larbi Mezrag, considéré comme le No2 de l'Armée islamique du salut (AIS), se rend aux autorités algériennes.
- 1992 : Libération des prix dans toute la CEI.
- 1988 : L'aviation israélienne bombarde des bases palestiniennes au Liban: 26 morts.
- 1976 : Les autorités soviétiques durcissent leur position en matière d'émigration en dépit des accords d'Helsinki sur la libre circulation des personnes et des idées en Europe.
- 1971 : Soixante-six personnes meurent étouffées et piétinées sur un stade à Glasgow.
- 1965 : Ayoub Khan remporte l'élection présidentielle pakistanaise.
- 1964 : Voyage du pape Paul VI en Terre Sainte.
- 1943 : Les Allemands entament leur retrait du Caucase.
- 1942 : Les Japonais occupent Manille.
- 1937 : Accord anglo-italien sur la Méditerranée et sur la non-intervention en Espagne.
- 1933 : Emeutes anarchistes et syndicalistes à Barcelone.
- 1932 : Proclamation de la République du Mandchoukouo.
- 1913 : La garnison turque de l'île de Chio se rend aux Grecs.
- 1905 : La Russie abandonne Port-Arthur aux Japonais.
- 1900 : Le secrétaire d'Etat américain John Hay annonce la politique de la porte ouverte en Chine.
- 1799 : L'Angleterre se joint à l'alliance russo-turque. Bonaparte avance en Syrie.
- 1492 : Les Espagnols reprennent Grenade aux Maures.

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

□ □ THEME 12 - 1 : [Allies join Space Force for multinational collaboration](#)

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 2 janvier 2020

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Allies are in the early stages of collaboration with the newly created U.S. Space Force, which has hosted its first "five eyes" level briefing and authorized its first collaborative task order, the Air Force said Friday. According to an announcement by the U.S. Air Force, Group Captain Darren Whiteley, a Royal Air Force officer from Britain and the deputy director of the Combined Space Operations Center, recently signed the first combined tasking order for Space Force command units. "Allied partnerships are critical to defending our assets at home and in the space domain," Whiteley said. "The threat is expanding and international collaboration is essential to strengthen deterrence against hostile actors. Through these partnerships we are able to expand the depth and multiply the effects we can have to those evolving threats." The task order is the first by a coalition partner under Operation Olympic Defender, a multinational effort intended to optimize space operations and share information between allies. "Five eyes" is a military term referring to intelligence sharing and collaboration between Australia, Canada, Britain, the United States and New Zealand. New Zealand has recently attended its first weekly products brief, where coalition space strategy is synchronized and where master plans and tasking orders are communicated and approved. CFSCC was established at Vandenberg at an October ceremony. On Saturday President Donald Trump signed a \$738 defense bill authorizing the creation of establishing the U.S. Space Force as the sixth branch of the military. That bill follows a February directive from the President to create the Force, but it also requires that existing military personnel be reassigned to create the force.

□ □ THEME 12 - 2 : [Indonesia negotiating launch of 1st Undigenous Astronaut wuth Russia's Roscosmos](#)

Source, journal ou site Internet : sputnik

Date : 2 janvier 2020

Auteur : RIA Novosti

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Indonesia is in talks with Russia's State Space Corporation Roscosmos on sending its first domestic astronaut to space, Roscosmos Director General Dmitry Rogozin said. "We have started negotiations with countries such as Turkey, Indonesia, Hungary as they want to launch their own cosmonaut. They want to cooperate with Roscosmos", Rogozin said in an interview with the Rossiya 24 television. Earlier reports indicated that Russia could send Turkish and Hungarian astronauts into space. In November, a Hungarian delegate to the European Space Agency's ministerial meeting had said that the country was engaged in talks with Roscosmos on the possibility of sending its astronaut to the International Space Station by 2024. The Soyuz rockets operated by Roscosmos are, at the moment, the only means to transport astronauts to the ISS. The first Hungarian astronaut, Bertalan Farkas, was launched into space on Soyuz 36

from the Baikonur Cosmodrome in 1980. Roscosmos Director General Dmitry Rogozin held a meeting in October with Turkish Ambassador to Russia to discuss the prospects of Russia-Turkey bilateral cooperation in space exploration. Rogozin stated that Russia is ready to train and launch a Turkish astronaut to the International Space Station (ISS) by 2023.

□ □ THEME 12 - 3 : India targets new moon mission in 2020

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 2 janvier 2020

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

India plans to make a fresh attempt to land an unmanned mission on the moon in 2020 after a failed bid last year, the head of the country's space programme said Wednesday. Work is going "smoothly" on the Chandrayaan-3 mission to put a rover probe on the moon's surface, Indian Space Research Organisation chairman K. Sivan told a press conference. "We are targeting the launch for this year but it may spillover to next year," Sivan said. Indian sources said authorities had set November as a provisional target for launch. India seeking to become only the fourth nation after Russia, the United States and China to put a mission on the moon's surface and boost its credentials as a low-cost space power. The country's Chandrayaan-2 module crash-landed on the moon's surface in September. Sivan said the new propulsion module, lander and surface rover would cost about \$35 million, with a significantly higher outlay for the launch itself. He added that India had chosen four candidate astronauts to take part in the country's first manned mission into orbit, pledged to take place by mid-2022. The four are to start training in Russia later this month. Up to three astronauts are to take part in the mission, which will be one of the landmark projects scheduled for the 75th anniversary of India's independence from British rule.

□ □ THEME 12 - 4 : Indian Navy bans use of smartphones, social media at naval bases, warships

Source, journal ou site Internet : India Today

Date : 1^{er} janvier 2020

Auteur :

Adressé par François Jouannet

The stringent step has been taken by the force after seven Navy personnel were caught leaking sensitive information to enemy intelligence agencies on social media. The ban order was issued after seven navy personnel were arrested on charges of leaking informatio The Indian Navy has banned navy personnel from using social media and smartphones at naval bases, dockyards and onboard warships. "All social networking platforms including Facebook, Instagram, WhatsApp and other messengers from here on now will not be allowed at the naval bases and ships," said a senior Indian Navy officer. The stringent step has been taken by the force after seven Navy personnel were caught leaking sensitive information to enemy intelligence agencies on social media. The development comes after the Indian Navy cracked a racket where seven of its personnel were found leaking sensitive information through social media including Facebook on December 20. All the seven sailors involved in the racket were arrested by the Andhra Pradesh police department with the help of central intelligence inputs. Sources told India Today

TV that the racket had links to Pakistan as well. It may be noted that all the accused sailors including a hawala operator were sending sensitive details related to naval vessels and submarines to Pakistan. While three sailors are from strategically important Eastern Naval Command of Visakhapatnam, three are from Western Naval Command; one was posted at Karwar naval the base of Karnataka. All these men had joined service post-2015.

THEME 12 - 5 : Ominous IMO 2020 signs for ocean shipping spot rates

Source, journal ou site Internet : Freyt Wawes

Date : 2 janvier 2020

Auteur : Greg Miller

Adressé par François Jouannet

The enforcement deadline for IMO 2020 — the international rule that requires ocean shipping to switch to more expensive low-sulfur fuel — is six days away, on Jan. 1, but the transition to the new fuel type has largely already occurred. Are ship owners and operators successfully passing along the higher cost to beneficial cargo owners (BCOs) ?

The very early answer appears to be : mostly no.

Fallout focus has centered on container lines, given their set schedules and high fixed costs. If lines cannot pass incremental fuel expenses along to BCOs via surcharges, they will be forced to “blank” (cancel) more sailings to artificially inflate freight rates. That, in turn, would have significant consequences for service reliability for BCOs, as well as on port throughput and import box volumes for trucking and rail. There has been less concern towards bulk shipping earnings in the so-called “tramp” trades, where there is no set schedule, but here too, headwinds from higher IMO 2020 fuel costs could have a significant negative impacts on margins in certain vessel classes.

Container shipping effects

Container lines implemented bunker adjustment factors on Dec. 1 to recoup the costs of switching from 3.5% sulfur heavy fuel oil (HFO) to either 0.5% sulfur fuel known as very low sulfur oil (VLSFO) or 0.1% sulfur marine gas oil (MGO). If those surcharges worked as planned, it should have led to an immediate pop in the spot rates to transport containers, which are tracked by the Freightos Baltic Daily Index. It did. The rates in the early part of December jumped across all the major trade lanes as expected. The problem is that the rate hikes haven't held up across the board. In the largest trade, Asia-Europe, the December rate increases have held firm, but in the second-largest trade, the trans-Pacific, they haven't. Rates from China to the North American West Coast and the East Coast have slumped back. According to Freightos Chief Marketing Officer Eytan Buchman, “China-U.S. rates continue their slide from the early December gains, disappointing carriers hoping to sustain higher prices through IMO 2020 costs and reduced capacity.” A container ship carrying 8,000 20-foot equivalent units (TEUs) transiting the Pacific at a speed of 19 knots burns about 100 tons of fuel oil per day. The current cost of VLSFO in Singapore is about \$690 per ton. A year ago, the cost of HFO in Singapore was around \$340 per ton. Thus, an 8,000-TEU trans-Pacific vessel is now experiencing a year-on-year fuel cost increase of \$35,000 per day, whereas year-on-year box-shipping rates between Asia and California are down \$190 per TEU.

Dry bulk shipping effects

In the bulk trades, fuel is paid by the vessel owner-operator in a spot voyage deal (which is priced in dollars per ton of cargo), whereas in a time-charter agreement (priced in dollars per day), the time charterer, not the vessel interest, pays for fuel. Owner-operators with ships locked away on profitable time charters are shielded from IMO 2020 fuel costs until those contracts expire. Current dry bulk spot rates are not compensating owners for switching over to VLSFO/MGO. In a client note on Dec. 20, Clarksons Platou Securities analyst Frode Mørkedal warned that higher VLSFO prices have “generally put pressure on owners’ earnings as freight rates have not adjusted accordingly.” As bulker owners switched to more expensive fuel over the fourth quarter, spot freight rates have fallen. Their costs increased as revenues decreased, meaning that the IMO 2020 fuel switch exacerbated profit headwinds. Rates for Capesizes (vessels with capacity of 100,000 deadweight tons, DWT, or more) burning VLSFO averaged \$14,600 per day on Dec. 20, which is getting close to breakeven levels and is down 40% from the end of the third quarter. Mørkedal believes current rate levels will spur pushback in spot negotiations from owners facing higher expenses. “The surging fuel cost is likely to be met with resistance from owners going into 2020,” he said. Analysts and executives have highlighted upside for bulker owners installing exhaust-gas scrubbers, which will allow for the continued use of cheaper HFO. Amit Mehrotra, analyst for Deutsche Bank, said in a Dec. 26 client note, “The average spread [between HFO and VLSFO] has firmed to \$263 per ton, the highest level on record. We continue to have a favorable outlook on fuel price spreads in 2020, which has positive implications for companies investing in scrubbers.” One caveat to the pro-scrubber case is that the fuel-spread upside depends upon the percentage of a company’s fleet with scrubbers and when they’re installed. The furthest along among the public companies is Star Bulk (NYSE: SBLK), which expects almost all of its fleet to have scrubbers installed by Jan. 1. In the case of most companies, however, yard delays are pushing a large number of installations into the first and second quarters of 2020. Meanwhile, many companies, as exemplified by Golden Ocean, are installing scrubbers on only a portion of their fleets. When companies report their quarterly average time-charter equivalent (TCE) rates, converting spot rates done in dollars per ton into the equivalent dollars-per-day rate with expenses such as fuel factored in, scrubber ships in the spot market should inflate the fleet’s average TCE due to lower fuel costs. But if a portion of the same fleet needs to burn VLSFO or MGO, it will reduce TCE versus historical rates and counterbalance scrubber upside. Another caveat that gets relatively little attention is that even if a company’s entire fleet is fitted with scrubbers and therefore reports a higher average TCE, those scrubber installations were expensive, so the true advantage to the company’s bottom line would only accrue after the scrubbers are paid off, which in the best-case scenario would be in 2021. During a webinar presentation by Capital Link in July, Star Bulk President Hamish Norton argued that IMO 2020 would ultimately benefit all bulker owners, including those that aren’t installing scrubbers. “When a ship is burning low-sulfur fuel, that’s expensive fuel, and clearly the vast majority of the dry bulk fleet is going to be burning low-sulfur fuel. Either the rates go up, or the fleet will have to slow down,” he claimed. “If the fleet slows down, not as much cargo can be carried. If the same amount of cargo needs to be carried, the fleet cannot slow down and the rate needs to go up to match the increase in fuel price.” The counterarguments : What if demand weakens and the same amount of cargo does not need to be carried? And even if demand does not weaken, what if the transition to slower speeds takes time, weighing rates before it fully plays out ?

Tanker shipping effects

The difference between the tanker sector and the dry bulk sector is that the fundamentals in dry bulk appear weak and the fundamentals for tankers are strong. In a weak market, the negotiating power in the spot voyage negotiation goes to the cargo interest, meaning that the vessel interest is less likely to recoup its higher fuel cost. The situation reverses when vessel supply is tight, as is the case with tankers. But even so, higher year-on-year fuel costs for tanker owners with

a high percentage of their fleets in the spot market are inherently bad for those vessel interests. In an interview with FreightWaves on Dec. 19, Lois Zabrocky, CEO of crude- and product-tanker owner International Seaway, admitted, “It’s a negative. When your input costs go higher, that’s a challenge. When you start paying \$600-\$700 per ton for bunkers, that’s a big cost input for owners — particularly so in containers and dry bulk. For tankers, there’s more refining [due to IMO 2020] and we’re moving the oil, so at least we’re getting benefits from that.”

Further concerns ahead

Even more IMO 2020 risks to ocean shipping bottom lines lie ahead. VLSFO is less expensive than MGO, but there are yet-to-be-determined risks with VLSFO. There are considerable differences between the compositions of the myriad VLSFO products being marketed around the world, which could spur engine malfunctions and compel owners to use MGO despite higher cost and lower profit margins on spot deals. In addition, the IMO 2020 transition is occurring amidst a period of relatively benign oil prices. As of Dec. 26, Brent crude was \$68 per barrel, well below the \$100-plus per barrel levels that prevailed in 2011-14. If crude prices were to go higher due to a geopolitical event, the pricing of VLSFO and MGO would quickly follow suit, putting even more pressure on ocean shipping margins.

□ □ THEME 12 - 6 : Indonesia Protests Beijing’s Alleged Encroachments Around Natuna Islands

Source, journal ou site Internet : Online news service

Date : 2 janvier 2020

Auteur : avec Bernardnews

Adressé par François Jouannet

Indonesia lodged a strong protest with Beijing on Monday and accused it of trespassing, after confirming that dozens of Chinese fishing boats and two coast guard ships had entered its territorial waters at the edge of the South China Sea. The Ministry of Foreign Affairs filed the diplomatic protest while the nation’s Maritime Security Agency (Bakamla) told BenarNews it would intensify sea patrols after at least 65 Chinese ships had sailed since Dec. 19 into Jakarta’s Exclusive Economic Zone (EEZ) off its Natuna islands, which lie near the southern border of the contested sea. Most of the Chinese vessels were fishing boats but a pair were from China’s coast guard, Bakamla said. A recent meeting of several government ministries confirmed there had been “violations of Indonesia’s EEZ, including illegal, unreported and unregulated fishing and violations of sovereignty by China’s coast guard [ships] in the Natuna waters,” the Foreign Ministry said in a statement. “The Foreign Ministry has summoned China’s ambassador in Jakarta and conveyed our strong protest over the incidents. A diplomatic note of protest has also been issued,” the ministry said. It was not immediately clear who met Xiao Qian, the Chinese envoy to Indonesia, as Foreign Minister Retno Marsudi was with President Joko “Jokowi” Widodo in Central Java province on Monday morning. The ministry’s statement reiterated Indonesia’s position that it had no overlapping jurisdictions with China and did not recognize the so-called Nine-Dash Line – vaguely located demarcations on maps that Beijing has published as part of its official claim of sovereignty to nearly all of the South China Sea. “Indonesia will never recognize China’s Nine-Dash Line because the drawing of the line is in violation of UNCLOS,” it said, referring to the U.N. Convention for the Law of the Sea. The law grants countries 200 nautical miles (230 miles) from their coast, where they can claim exclusive fishing, mining and drilling rights. The ambassador noted Indonesia’s concerns and would report back to Beijing, the statement said, adding that the two countries agreed to maintain good relations. A Chinese embassy spokesman did not immediately respond to a

request from BenarNews, an RFA-affiliated online news service, for comment. Tensions between China and its neighbors have risen in recent years as Beijing has sought to assert its control of the South China Sea in the face of competing territorial claims from countries in the region. China claims most of the sea as its own, while Vietnam, Taiwan, the Philippines, Malaysia and Brunei have overlapping claims. Indonesia is not a party to the maritime dispute, but asserted its claim in 2017 by renaming the waters around islands as the North Natuna Sea and establishing an integrated military unit in the chain. Jakarta claims that the Natunas lie outside the southern boundary of the South China Sea. Bakamla said it would intensify patrols in response to the alleged encroachment by Chinese fishing vessels. “We will increase the number of security personnel by cooperating with various agencies such as the Ministry of Defense, the Navy and the Ministry of Fisheries,” Bakamla chairman Achmad Taufiqorrohman told BenarNews He did not provide details on numbers of personnel involved. Achmad said Bakamla patrols began spotting Chinese-flagged ships on Dec. 19. “We chased them out, but after Dec. 24, they returned to our EEZ and insisted that it was their fishing ground,” he said. “Our sovereignty is non-negotiable, but actions must be measured, depending on the situation on the ground ... because we can’t do it ourselves if we are outnumbered,” he said. He urged the international community to take action against China. “Because they (the Chinese) are disregarding international law. Even now they are still in our EEZ, although some are drifting away to the north. We will continue to push them out,” he said. Hikmahanto Juwana, an international relations expert at the University of Indonesia, said Jakarta should take a harder line on China over the territorial encroachment. “Indonesia can protest a thousand times but [violations] will continue to happen if the area is empty and there is no fishing activity. Indonesia should not have just expelled the boats, but arrested them,” he said. Indonesia began a crackdown on illegal fishing after President Joko Widodo took office in 2014. Under the leadership of Susi Pudjiastuti, the Fisheries and Marine Resources Ministry sank more than 550 boats caught illegally fishing in Indonesian waters during a five-year period. But the policy of sinking foreign boats is in doubt under the new minister, Edhy Prabowo. Edhy said last month that the scuttling of confiscated boats was “a good policy, but it was not enough.” “What to do after that? We have to develop the industry. How is our fisheries industry faring? What about our fishermen’s yield? These are things we have to improve,” he said. Edhy said his ministry was considering donating impounded boats to local fishermen with court approval, instead of destroying them.

13/ Titres des articles pouvant être demandés à l’adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.

Ces articles n’ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d’adresser un message électronique à l’adresse :

adulou@numericable.fr;

1) Articles en langue française :

- La lettre N° 46 du souvenir Français
- Vers un nouveau scandale Cambridge Analytica, en pire ?
- Réseaux sociaux : Bercy peut scruter les plateformes de mise en relation
- Cybersécurité : 7 tendances à retenir pour 2020 et au-delà
- Les données de voyage dans le viseur des autorités françaises
- Cédric O veut une période d’expérimentation pour la reconnaissance faciale

- La Russie est parvenue à se déconnecter totalement d'Internet
- Des hackers chinois contournent l'authentification à deux facteurs
- Unité 8200 : le berceau militaire des startups israéliennes
- Cybersécurité : l'intelligence artificielle ne remplacera pas (tout de suite) l'humain
- Publicité : la France condamne Google à 150 millions d'euros d'amende
- Fusion nucléaire : la Chine s'appête à allumer son « Soleil artificiel »
- États-Unis : mort d'un Français détenu par les services de l'immigration
- Attaque de l'ambassade américaine à Bagdad : Trump menace l'Iran

2) Articles en langue étrangère :

- US sending hundreds more troops after Baghdad embassy attacked
- Poland to lead NATO's high readiness task force
- Lockheed surpasses 2019 F-35 delivery goal with 134 for U.S., allies
- 14th Air Force now designated as U.S. Space Operations Command
- Lockheed nabs \$114M deal to deliver Patriot missiles to UAE
- Japan prepares to build landing strip for carrier-based U.S. planes in East China Sea (UPI)
- Mass Global Positioning System (GPS) Spoofing At Ports In The People's Republic Of China
- How Cargo Ships Can Go Green
- Iraq anti-govt protesters say US-Iran tensions won't derail rallies
- Argentinian Navy gets first new OPV
- US Navy : Let's Cut \$94B From Our Fleet Budget

3) Liens intéressants à consulter :

<https://www.flightglobal.com/helicopters/boeing-lands-remanufacturing-deal-for-dutch-uae-and-uk-apaches/135940.article>



Union-ihedn.org

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>